

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1385

12 juin 2013

SOMMAIRE

4finance S.A.	66434	Auris (Luxembourg) S.A.	66440
ACAC Lux Re I	66437	Auxilim (SPF) S.A.	66439
AD Trust	66439	Auxilim (SPF) S.A.	66439
Aerium Opportunity I Capital S.à r.l.	66437	BRE/Management 5 S.A.	66436
Aerium Opportunity I Properties S.à r.l.	66438	Bubble Telecom S.A.	66435
Alchimie S.à r.l.	66436	DanBond Management GP S.à r.l.	66469
Alpha International Drilling Company S.à r.l.	66439	Europäische Tisch-Tennis Union	66460
Andrade Gutierrez International S.A.	66434	Eurosoft Consulting S.A.	66436
APB Certitude B.V. S.à.r.l.	66441	FGP VI S.à r.l.	66438
APB Certitude B.V. S.à.r.l.	66441	Glacier Luxembourg Two	66438
AP Portico Port S.à r.l.	66441	Glentel International Corp.	66438
Apta Finance S.A.	66434	Harsco Metals Luxembourg S.A.	66438
ArcelorMittal Bissen & Bettembourg	66436	Highlander International (Luxembourg) S.à r.l.	66436
ArcelorMittal Luxembourg	66437	Obermaat Multi Asset Fonds	66442
Arcenciel Holding S.A.	66441	ProCom Invest S.A.	66479
Argor, Société Financière d'Entreprises et de Projets Industriels	66440	Ramalho SARL	66480
ARPM	66441	TCS II Lu S.à r.l.	66437
Arrcom Finance Holding S.A.	66440	Tec Equipments S.A.	66435
Art of Insurance S.A.	66434	Tinsel Group S.A.	66435
ASEi Events Luxembourg S.à r.l.	66440	Tomkins Overseas Financing S.à r.l.	66437
Atert Optik S.à r.l.	66440	Tyndall Management S.A.	66435
Atlas Copco Reinsurance S.A.	66439	WOOD & Company Group S.A.	66435
		YCAP Asset Management (Europe)	66434

Apta Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 99.495.

Les statuts coordonnés au 18/04/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 24/04/2013.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013053189/12.

(130065201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Art of Insurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8325 Capellen, 100, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 149.934.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Alex WEBER

Notaire

Référence de publication: 2013053162/11.

(130065323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Andrade Gutierrez International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 176.492.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 24 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013053157/11.

(130065067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

4finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 173.403.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Echternach, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013053105/10.

(130064776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

YCAP Asset Management (Europe), Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 160.703.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66087 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053100/10.

(130064658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Tinsel Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 121.180.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053063/10.

(130064573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Tec Equipments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 51.186.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053057/10.

(130064398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Tyndall Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 99.747.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053075/10.

(130064750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

WOOD & Company Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 83.396.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053096/10.

(130064318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Bubble Telecom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 165.597.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2013053304/14.

(130065510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Alchimie S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8265 Mamer, 61, rue François Trausch.

R.C.S. Luxembourg B 145.297.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013053152/11.

(130065332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

BRE/Management 5 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.600.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053240/10.

(130065443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Eurosoft Consulting S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 126.094.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013053335/11.

(130065449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Highlander International (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 148.053.

Statuts coordonnés, suite à de l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053385/13.

(130065379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

ArcelorMittal Bissen & Bettembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-7769 Bissen, route de Finsterthal.

R.C.S. Luxembourg B 7.368.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053769/9.

(130066517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

ArcelorMittal Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053770/9.

(130065969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Tomkins Overseas Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 86.642.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053648/13.

(130065384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Aerium Opportunity I Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.980.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053786/9.

(130066621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

TCS II Lu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 163.074.

Rectificatif du dépôt L 120147222

Les comptes annuels de TCS II LU S.à r.l. B163074 au Décembre 31, 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TCS II LU S.à r.l.

Référence de publication: 2013053658/12.

(130065734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

ACAC Lux Re I, Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 24.867.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société ACAC Lux Re I

AON Insurance Managers (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013053780/11.

(130066832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Glacier Luxembourg Two, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5C, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 101.086.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66261 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013052631/10.

(130064561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

FGP VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 138.641.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052620/13.

(130064492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Glentel International Corp., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.719.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 23 avril 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013052633/11.

(130064331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Harsco Metals Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4503 Differdange, Chantier ProfilArbed.

R.C.S. Luxembourg B 29.281.

Les statuts coordonnés au 14 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013052669/11.

(130065019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Aerium Opportunity I Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 117.987.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053787/9.

(130066673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Alpha International Drilling Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.108.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Alpha International Drilling Company S.à.r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Gérant B

Référence de publication: 2013053764/14.

(130066704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

AD Trust, Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 96, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 53.189.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 25/04/2013.

Référence de publication: 2013053781/10.

(130066343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Auxilim (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 17.622.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2013053827/10.

(130066351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Auxilim (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 17.622.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2013053828/10.

(130066352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Atlas Copco Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 22.344.

Le bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053825/10.

(130066588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

ASEi Events Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 66, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 127.907.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053823/10.

(130066615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Atert Optik S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 48, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 145.734.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Windhof, le 26/04/2013.

Référence de publication: 2013053824/10.

(130066556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Arrcom Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 98.759.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053821/10.

(130066079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Argor, Société Financière d'Entreprises et de Projets Industriels, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 11.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

D. FONTAINE

Administrateur

Référence de publication: 2013053816/11.

(130066415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Auris (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 133.571.

Le bilan au 31 décembre 2011, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Auris (Luxembourg) S.A.

Signature

Référence de publication: 2013053826/13.

(130066004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

ARPM, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 20, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 133.712.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053820/10.

(130066635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

APB Certitude B.V. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 147.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
APB CERTITUDE B.V. S.à R.L.

Référence de publication: 2013053813/11.

(130066699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

APB Certitude B.V. S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 147.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme
APB CERTITUDE B.V. S.à R.L.

Référence de publication: 2013053812/11.

(130066646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

AP Portico Port S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 70.270.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053811/10.

(130066122) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Arcenciel Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 63.793.

Les comptes au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ARCENCIEL HOLDING S.A.
Robert REGGIORI / Louis VEGAS-PIERONI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013053815/12.

(130066446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Obermaat Multi Asset Fonds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 177.662.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am siebenundzwanzigsten Mai.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

Flossbach von Storch Invest S.A., Aktiengesellschaft, mit Sitz in L-8009 Strassen, 23, route d'Arlon,

hier vertreten durch Frau Vera Augsdörfer, Bankangestellte, beruflich wohnhaft in Luxembourg-Strassen, aufgrund einer Vollmacht, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt bleibt.

Die Erschienene hat den Notar gebeten die Satzung einer Aktiengesellschaft als „société d'investissement à capital variable“, welche hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Allgemeine Vorschriften.

§ 1 Name der Investmentgesellschaft

Zwischen den erschienenen Parteien und allen, die Eigentümer von später ausgegebenen Aktien werden, wird eine Investmentgesellschaft in Form einer Aktiengesellschaft als „Société d'investissement à capital variable“, unter dem Namen OBERMAAT MULTI ASSET FONDS („Investmentgesellschaft“) gegründet.

§ 2 Sitz der Investmentgesellschaft

I. Gesellschaftssitz ist Strassen, Großherzogtum Luxemburg.

II. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen in einem anderen Ort des Großherzogtums, sowie im Ausland gegründet werden.

III. Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden, und zwar unter Beibehaltung der luxemburgischen Staatszugehörigkeit.

§ 3 Zweck der Investmentgesellschaft

I. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010“) mit dem Ziel, eine angemessene Wertentwicklung zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

II. Die Gesellschaft kann alle anderen Maßnahmen ergreifen und Handlungen vornehmen, die ihrem Gesellschaftszweck dienen oder nützlich sind unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz von 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungsgesetze („Gesetz von 1915“) festgelegten Beschränkungen.

§ 4 Dauer der Investmentgesellschaft

Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet. Die Investmentgesellschaft kann aufgrund eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre aufgelöst werden. Hierzu ist die gleiche Mehrheit erforderlich wie bei der Abstimmung über Satzungsänderungen.

Art. 2. Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen.

§ 5 Ziel der Anlagepolitik

I. Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung.

II. Die fondsspezifische Anlagepolitik wird für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

III. Für den Fonds dürfen nur solche Vermögenswerte erworben und verkauft werden, deren Preis den Bewertungskriterien von Artikel 14 dieser Satzung entspricht.

IV. Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

§ 6 Allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen

Das Fondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln von Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 und nach den in diesem Artikel nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

1. Definitionen:

a) „geregelter Markt“

Bei einem geregelten Markt handelt es sich um einen Markt für Finanzinstrumente im Sinne von Artikel 4 Nr. 14 der Richtlinie 2004/39/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates vom 21. April 2004 über Märkte für Finanzinstrumente, zur Änderung der Richtlinien 2009/65/EG und 93/6/EWG des Rates und der Richtlinie 2000/12/EG des Europäischen Parlamentes und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinie 93/22/EWG.

b) „Wertpapiere“

Als Wertpapiere gelten:

- Aktien und andere, Aktien gleichwertige Papiere („Aktien“),
- Schuldverschreibungen und andere verbrieftete Schuldtitel („Schuldtitel“),
- alle anderen marktfähigen Wertpapiere, die zum Erwerb von Wertpapieren durch Zeichnung oder Austausch berechtigen.

Ausgenommen sind die in Artikel 42 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Techniken und Instrumente.

c) „Geldmarktinstrumente“

Als „Geldmarktinstrumente“ werden Instrumente bezeichnet, die üblicherweise auf dem Geldmarkt gehandelt werden, liquide sind und deren Wert jederzeit genau bestimmt werden kann.

d) „Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“)“

Bei jedem OGAW, der aus mehreren Teilfonds zusammengesetzt ist, wird für die Anwendung der Anlagegrenzen jeder Teilfonds als eigener OGAW betrachtet.

2. Es werden ausschließlich

a) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem geregelten Markt im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG zugelassen sind oder gehandelt werden;

b) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einem anderen geregelten Markt in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union („Mitgliedstaat“), der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden;

c) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente erworben, die an einer Wertpapierbörse eines nicht zur Europäischen Union gehörenden Staates amtlich notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt eines nicht zur Europäischen Union gehörenden Staates, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden,

d) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die unter Nr. 2 Buchstaben c) und d) genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

e) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW“) erworben, die entsprechend der Richtlinie 2009/65/EG zugelassen wurden und/oder andere Organismen für gemeinsame Anlagen („OGA“) im Sinne des ersten und zweiten Gedankenstrichs von Artikel 1 Absatz 2 der Richtlinie 2009/65/EG gleichgültig, ob diese ihren Sitz in einem Mitgliedstaat oder einem Drittstaat unterhalten, sofern

- diese OGA entsprechend solchen Rechtsvorschriften zugelassen wurden, die sie einer Aufsicht unterstellen, welche nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde derjenigen nach dem Gemeinschaftsrecht gleichwertig ist, und ausreichende Gewähr für die Zusammenarbeit zwischen den Behörden besteht (derzeit die Vereinigten Staaten von Amerika, Kanada, die Schweiz, Hongkong, Japan, Norwegen und Liechtenstein);

- das Schutzniveau der Anleger dieser OGA dem Schutzniveau der Anleger eines OGAW gleichwertig und insbesondere die Vorschriften über die getrennte Verwahrung der Vermögenswerte, die Kreditaufnahme, die Kreditgewährung und die Leerverkäufe von Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten den Anforderungen der Richtlinie 2009/65/EG gleichwertig sind;

- die Geschäftstätigkeit der OGA Gegenstand von Halbjahres- und Jahresberichten ist, die es erlauben, sich ein Urteil über das Vermögen und die Verbindlichkeiten, die Erträge und die Transaktionen im Berichtszeitraum zu bilden;

- der OGAW oder andere OGA, dessen Anteile erworben werden sollen, nach seinen Vertragsbedingungen bzw. seiner Satzung insgesamt höchstens 10% seines Vermögens in Anteilen anderer OGAW oder OGA anlegen darf.

Bei jedem OGAW, der aus mehreren Teilfonds zusammengesetzt ist, wird für die Anwendung der Anlagegrenzen jeder Teilfonds als eigener OGAW betrachtet.

f) Sichteinlagen oder kündbare Einlagen mit einer Laufzeit von höchstens 12 Monaten bei Kreditinstituten getätigt, sofern das betreffende Kreditinstitut seinen Sitz in einem Mitgliedstaat der EU, einem OECD- und einem FATF-Mitgliedstaat hat oder, falls der Sitz des Kreditinstituts in einem Drittstaat liegt, es Aufsichtsbestimmungen unterliegt, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde denen des Gemeinschaftsrechts gleichwertig sind.

g) abgeleitete Finanzinstrumente („Derivate“), einschließlich gleichwertiger bar abgerechneter Instrumente, erworben, die an einem der unter den Absätzen a), b) oder c) bezeichneten geregelten Märkte gehandelt werden, und/oder abgeleitete Finanzinstrumente, die nicht an einer Börse gehandelt werden („OTC-Derivate“), sofern

- es sich bei den Basiswerten um Instrumente im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 oder um Finanzindizes, Zinssätze, Wechselkurse oder Währungen handelt, in die der Fonds gemäß den in dieser Satzung genannten Anlagezielen investieren darf;

- die Gegenparteien bei Geschäften mit OTC-Derivaten einer Aufsicht unterliegende, erstklassige Institute der Kategorien sind, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen sind und die auf diese Geschäftsart spezialisiert sind;

- und die OTC-Derivate einer zuverlässigen und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis unterliegen und jederzeit auf Initiative des Fonds zum angemessenen Zeitwert veräußert, liquidiert oder durch ein Geschäft glattgestellt werden können;

h) Geldmarktinstrumente erworben, die nicht auf einem geregelten Markt gehandelt werden und die unter die Definition von Artikel 1 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 fallen, sofern die Emission oder der Emittent dieser Instrumente bereits Vorschriften über den Einlagen- und den Anlegerschutz unterliegt, und vorausgesetzt, sie werden

- von einer zentralstaatlichen, regionalen oder lokalen Körperschaft oder der Zentralbank eines Mitgliedstaates, der Europäischen Zentralbank, der Europäischen Union oder der Europäischen Investitionsbank, einem Drittstaat oder, sofern dieser ein Bundesstaat ist, einem Gliedstaat der Föderation oder von einer internationalen Einrichtung öffentlichen rechtlichen Charakters, der mindestens ein Mitgliedstaat angehört, begeben oder garantiert oder

- von einem Unternehmen begeben, dessen Wertpapiere auf den unter den Buchstaben a), b) oder c) dieses Artikels bezeichneten geregelten Märkten gehandelt werden, oder

- von einem Institut, das gemäß den im Gemeinschaftsrecht festgelegten Kriterien einer Aufsicht unterstellt ist, oder einem Institut, das Aufsichtsbestimmungen, die nach Auffassung der Luxemburger Aufsichtsbehörde mindestens so streng sind wie die des Gemeinschaftsrechts, unterliegt und diese einhält, begeben oder garantiert, oder

- von anderen Emittenten begeben, die einer Kategorie angehören, die von der Luxemburger Aufsichtsbehörde zugelassen wurde, sofern für Anlagen in diesen Instrumenten Vorschriften für den Anlegerschutz gelten, die denen des ersten, des zweiten oder des dritten Gedankenstrichs gleichwertig sind und sofern es sich bei dem Emittenten entweder um ein Unternehmen mit einem Eigenkapital von mindestens 10 Mio. Euro, das seinen Jahresabschluss nach den Vorschriften der Richtlinie 78/660/EWG erstellt und veröffentlicht, oder um einen Rechtsträger, der innerhalb einer eine oder mehrere börsennotierte Gesellschaften umfassenden Unternehmensgruppe für die Finanzierung dieser Gruppe zuständig ist, oder um einen Rechtsträger handelt, der die wertpapiermäßige Unterlegung von Verbindlichkeiten durch Nutzung einer von einer Bank eingeräumten Kreditlinie finanzieren soll.

3. Wobei jedoch bis zu 10% des Netto-Fondsvermögens in andere als die unter Nr. 2 dieses Artikels genannten Wertpapiere und Geldmarktinstrumente angelegt werden dürfen.

4. Techniken und Instrumente

a) Das Netto-Fondsvermögen darf im Rahmen der Bedingungen und Einschränkungen, wie sie von der Luxemburger Aufsichtsbehörde vorgegeben werden, Techniken und Instrumente, die Wertpapiere und Geldmarktinstrumente zum Gegenstand haben, verwenden, sofern diese Verwendung im Hinblick auf eine effiziente Verwaltung des Fondsvermögens erfolgt. Beziehen sich diese Transaktionen auf die Verwendung von Derivaten, so müssen die Bedingungen und Grenzen mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 übereinstimmen.

Darüber hinaus ist es dem Fonds nicht gestattet, bei der Verwendung von Techniken und Instrumenten von seinen im ausführlichen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dieser Satzung der Investmentgesellschaft festgelegten Anlagezielen abzuweichen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft hat sicherzustellen, dass das mit Derivaten verbundene Gesamtrisiko den Gesamtnetowert ihrer Portfolios nicht überschreitet. Das Gesamtrisiko des Fonds kann sich folglich durch Inanspruchnahme derivativer Finanzinstrumente maximal verdoppeln und ist somit auf 200% des Netto-Fondsvermögens begrenzt. Die Verwaltungsgesellschaft verwendet ein Risikomanagement-Verfahren, welches den aufsichtsrechtlichen Anforderung in Luxemburg Rechnung trägt und es ihr erlaubt, das mit den Anlagepositionen verbundene Risiko sowie ihren jeweiligen Anteil am Gesamtrisikoprofil des Anlageportfolios jederzeit zu überwachen und zu messen. Das für den entsprechenden Fonds angewandte Verfahren zur Messung des Risikos sowie etwaige spezifischere Informationen sind im jeweiligen fondspezifischen Anhang dargestellt. Der Fonds darf als Teil seiner Anlagepolitik und im Rahmen der Grenzen von Artikel 43 Absatz 5 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Anlagen in Derivate tätigen, sofern das Gesamtrisiko der Basiswerte die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht überschreitet. Investiert der Fonds in indexbasierte Derivate, so werden diese Anlagen bei den Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht berücksichtigt. Wenn ein Derivat in ein Wertpapier oder ein Geldmarktinstrument eingebettet ist, muss es hinsichtlich der Einhaltung der Vorschriften von Artikel 42 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 mitberücksichtigt werden.

5. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten ein und des selben Emittenten angelegt werden. Der Fonds darf nicht mehr als 20% seines Vermögens in Einlagen bei ein und derselben Einrichtung anlegen.

Das Ausfallrisiko bei Geschäften des Fonds mit OTC-Derivaten darf folgende Sätze nicht überschreiten:

- 10% des Netto-Fondsvermögens, wenn die Gegenpartei ein Kreditinstitut im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe f) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 ist und

- 5% des Netto-Fondsvermögens in allen anderen Fällen.

b) Der Gesamtwert der Wertpapiere und Geldmarktinstrumente von Emittenten, in deren Wertpapieren und Geldmarktinstrumente die Verwaltungsgesellschaft mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Netto-Fondsvermögens nicht übersteigen. Diese Begrenzung findet keine Anwendung auf Einlagen und auf Geschäfte mit OTC-Derivaten, die mit Finanzinstituten getätigt werden, welche einer Aufsicht unterliegen.

Ungeachtet der einzelnen in Buchstabe a) genannten Obergrenzen darf die Verwaltungsgesellschaft bei ein und derselben Einrichtung höchstens 20% des Fondsvermögens in einer Kombination aus

- von dieser Einrichtung begebenen Wertpapieren oder Geldmarktinstrumenten und/oder
- Einlagen bei dieser Einrichtung und/oder
- von dieser Einrichtung erworbenen OTC-Derivaten investieren.

c) Die unter Nr. 6 Buchstabe a), Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Fondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des Netto-Fondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente von einem Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem Drittstaat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden.

d) Die unter Nr. 6 Buchstabe a) Satz 1 dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Fondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des Netto-Fondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen. Sollten mehr als 5% des Netto-Fondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten.

e) Die unter Nr. 6 Buchstabe b) Satz 1 dieses Artikels genannte Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des Netto-Fondsvermögens findet in den Fällen der Buchstaben c) und d) keine Anwendung.

f) Die unter Nr. 6 Buchstaben a) bis d) dieses Artikels beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des Netto-Fondsvermögens dürfen nicht kumulativ betrachtet werden, sondern es dürfen insgesamt nur maximal 35% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten ein und derselben Einrichtung oder in Einlagen oder Derivate bei derselben angelegt werden.

Gesellschaften, die im Hinblick auf die Erstellung des konsolidierten Abschlusses im Sinne der Richtlinie 83/349/EWG des Rates vom 13. Juni 1983 aufgrund von Artikel 54 Absatz 3 Buchstabe g) des Vertrages über den konsolidierten Abschluss (ABl. L 193 vom 18. Juli 1983, S.1) oder nach den anerkannten internationalen Rechnungslegungsvorschriften derselben Unternehmensgruppe angehören, sind bei der Berechnung der in dieser Nr. 6 Buchstaben a) bis f) dieses Artikels vorgesehenen Anlagegrenzen als eine einzige Einrichtung anzusehen.

Der Fonds darf 20% seines Netto-Fondsvermögens in Wertpapiere und Geldmarktinstrumente ein und derselben Unternehmensgruppe investieren.

g) Unbeschadet der in Artikel 48 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 festgelegten Anlagegrenzen kann die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds bis zu 20% seines Netto-Fondsvermögens in Aktien und Schuldtitel ein und derselben Einrichtung investieren, wenn die Nachbildung eines von der Luxemburger Aufsichtsbehörde anerkannten Aktien- oder Schuldtitelindex das Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass:

- die Zusammensetzung des Index hinreichend diversifiziert ist;
- der Index eine adäquate Bezugsgrundlage für den Markt darstellt, auf den er sich bezieht, und
- der Index in angemessener Weise veröffentlicht wird.

Die vorgenannte Anlagegrenze erhöht sich auf 35% des Netto-Fondsvermögens in den Fällen, in denen es aufgrund außergewöhnlicher Marktverhältnisse gerechtfertigt ist, insbesondere auf geregelten Märkten, auf denen bestimmte Wertpapiere oder Geldmarktinstrumente stark dominieren. Diese Anlagegrenze gilt nur für die Anlage bei einem einzigen Emittenten.

Ob die Verwaltungsgesellschaft von dieser Möglichkeit Gebrauch macht, findet für den Fonds in dem entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

h) Unbeschadet des unter Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 Gesagten, dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung bis zu 100% des Netto-Fondsvermögens in Wertpapieren und Geldmarktinstrumenten angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, einem OECD-Mitgliedstaat oder von internationalen Organismen, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im Fondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des Netto-Fondsvermögens nicht überschreiten darf.

i) Es werden für den Fonds nicht mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels angelegt, es sei denn, der fondsspezifische Anhang zu dem Verkaufsprospekt sieht für den Fonds etwas anderes vor. Insofern die Anlagepolitik des Fonds eine Anlage zu mehr als 10% des Netto-Fondsvermögens in OGAW oder OGA im Sinne der Ziffer 2, Buchstabe e) dieses Artikels vorsieht, finden die nachfolgenden Buchstaben j) und k) Anwendung.

j) Für den Fonds dürfen nicht mehr als 20% des Netto-Fondsvermögens in Anteilen ein und desselben OGAW oder ein und desselben anderen OGA gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 angelegt werden. Wobei im Sinne von Artikel 41 Absatz 1 Buchstabe e) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 jeder Teilfonds eines OGAW oder OGA mit mehreren Teilfonds, bei denen die Aktiva ausschließlich den Ansprüchen der Anleger dieses Teilfonds gegenüber den Gläubigern haften, deren Forderungen anlässlich der Gründung, der Laufzeit oder der Liquidation des Teilfonds entstanden sind, als eigenständige OGAW oder OGA anzusehen sind.

k) Für den Fonds dürfen nicht mehr als 30% des Netto-Fondsvermögens in andere OGA angelegt werden. In diesen Fällen müssen die Anlagegrenzen von Artikel 43 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 hinsichtlich der Vermögenswerte der OGAW bzw. OGA, von denen Anteile erworben werden, nicht gewahrt sein.

l) Erwirbt ein OGAW Anteile anderer OGAW und/oder sonstiger anderer OGA, die unmittelbar oder aufgrund einer Übertragung von derselben Verwaltungsgesellschaft oder von einer Gesellschaft verwaltet werden, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung von mehr als 10 Prozent des Kapitals oder der Stimmen verbunden ist, so darf die Verwaltungsgesellschaft oder die andere Gesellschaft für die Zeichnung oder die Rücknahme von Anteilen dieser anderen OGAW und/oder OGA durch den OGAW keine Gebühren berechnen (inkl. Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen).

Generell kann es bei dem Erwerb von Anteilen an Zielfonds zur Erhebung einer Verwaltungsvergütung auf Ebene des Zielfonds kommen und es sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Der Fonds wird daher nicht in Zielfonds anlegen, die einer Verwaltungsvergütung von mehr als 2,75% unterliegen. Der Jahresbericht des Fonds wird betreffend den Fonds Informationen enthalten, wie hoch der Anteil der Verwaltungsvergütung maximal ist, welche der Fonds sowie die Zielfonds zu tragen haben.

m) Es ist der Verwaltungsgesellschaft nicht gestattet, die von ihr verwalteten OGAW nach Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 dazu zu benutzen, eine Anzahl an mit Stimmrechten verbundenen Aktien zu erwerben, die es ihr ermöglichen, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

n) Weiter darf die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds

- bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten,
- bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten,
- nicht mehr als 25% der ausgegebenen Anteile ein und desselben OGAW und/oder OGA sowie
- nicht mehr als 10% der Geldmarktinstrumente ein und desselben Emittenten erwerben.

o) Die unter Nr. 6 Buchstaben m) und n) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung, soweit es sich um

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften oder von einem Drittstaat begeben oder garantiert werden;

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören;

- Aktien handelt, die der Fonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Drittstaates besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den Fonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Artikel 43, 46 und 48 Absatz 1 und 2 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 festgelegten Grenzen beachtet. Bei der Überschreitung der in den Artikeln 43 und 46 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 genannten Grenzen findet Artikel 49 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 sinngemäß Anwendung.

6. Flüssige Mittel

Der Fonds kann grundsätzlich flüssige Mittel in Form von Anlagekonten (Kontokorrentkonten) und Tagesgeld halten, die jedoch nur akzessorischen Charakter haben dürfen.

Das Netto-Fondsvermögen darf auch in flüssigen Mitteln gehalten werden.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstaben b) oder um Sicherheitsleistungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des Fondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch „Back-to-Back“-Darlehen.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren, Geldmarktinstrumenten oder anderen Finanzinstrumenten gemäß Artikel 41 Absatz 1 Buchstaben e), g) und h) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 nicht entgegensteht.

8. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

c) Für den Fonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die zusammen mit den Krediten nach Nr. 8 Buchstabe b) dieses Artikels 10% des Netto-Fondsvermögens überschreiten.

9. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 3. Gesellschaftskapital und Aktien.

§ 7 Gesellschaftskapital

I. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt des Netto-Fondsvermögens des Fonds der Investmentgesellschaft („Netto-Gesellschaftsvermögen“) gemäß Artikel 3 § 9 dieser Satzung und wird durch vollständig eingezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

II. Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft beträgt bei Gründung 31.000,- Euro, eingeteilt in 310 Aktien ohne Nennwert (erster Anteilwert: EUR 100,00 je Aktie).

III. Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000,- Euro und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die Luxemburger Aufsichtsbehörde erreicht werden. Hierfür ist auf das Netto-Gesellschaftsvermögen abzustellen.

§ 8 Aktien

I. Aktien sind Aktien an dem Fonds. Sie werden durch Aktienzertifikate verbrieft. Die Aktienzertifikate werden in der durch die Investmentgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Die Investmentgesellschaft kann die Verbriefung in Globalurkunden vorsehen.

II. Inhaberaktien werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben.

III. Namensaktien können bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben werden. Namensaktien werden von der Register- und Transferstelle in das für die Investmentgesellschaft geführte Aktienregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Aktionären Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Aktienregister an die im Aktienregister angegebene Adresse zugesandt.

IV. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberaktien noch bei der Ausgabe von Namensaktien. Die Arten der Aktien werden für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

V. Zum Zwecke der problemlosen Übertragbarkeit wird die Girosammelverwahrbarkeit der Aktien beantragt.

VI. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle, an die Investmentgesellschaft oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

VII. Der Verwaltungsrat kann eine unbegrenzte Anzahl voll eingezahlter Aktien ausgegeben werden, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder einem Verwaltungsratsmitglied und einem rechtmäßig vom Verwaltungsrat dazu ermächtigten Bevollmächtigten unterzeichnet.

Unterschriften des Verwaltungsrates können entweder von Hand, in gedruckter Form oder mittels eines Namensstempels geleistet werden. Die Unterschrift eines Bevollmächtigten ist handschriftlich zu leisten.

VIII. Alle Aktien an dem Fonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb des Fonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

IX. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb des Fonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für den Fonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

§ 9 Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie

I. Das Netto-Gesellschaftsvermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“), sofern nicht für etwaige weitere Aktienklassen im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt eine von der Fondswährung abweichende Währung angegeben ist. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung („Fondswährung“).

II. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Tag, der Bankarbeitstag in Luxemburg ist, mit Ausnahme des 24. und 31. Dezember eines jeden Jahres („Bewertungstag“) berechnet und bis auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet. Der Verwaltungsrat kann für den Fonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Netto-Inventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

III. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds („Netto-Fondsvermögen“) an jedem Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des Fonds geteilt. Die Verwaltungsgesellschaft kann jedoch beschließen, den Nettoinventarwert pro Aktie am 24. und 31. Dezember eines Jahres zu ermitteln, ohne dass es sich bei diesen Wertermittlungen um Berechnungen des Nettoinventarwertes pro Aktie an einem Bewertungstag im Sinne des vorstehenden Satz 1 dieser Ziffer 4 handelt. Folglich können die Aktionäre keine Ausgabe, Rücknahme und/oder Umtausch von Aktien auf Grundlage eines am 24. Dezember und/oder 31. Dezember eines Jahres ermittelten Nettoinventarwertes pro Aktie verlangen.

IV. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Netto-Gesellschaftsvermögens gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des Fonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das Netto-Fondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Vermögensgegenstände, die an einer Börse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Vermögensgegenstand an mehreren Börsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für diesen Vermögensgegenstand ist.

b) Vermögensgegenstände, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

c) OTC-Derivate werden auf einer von der Investmentgesellschaft festzulegenden und überprüfbaren Bewertung auf Tagesbasis bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und nach allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren Bewertungsmodellen auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

d) OGAW bzw. OGA werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet. Falls für Investmentanteile die Rücknahme ausgesetzt ist oder keine Rücknahmepreise festgelegt werden, werden diese Anteile ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren, Bewertungsmodellen festlegt.

e) Falls für die jeweiligen Vermögensgegenstände kein handelbarer Kurs verfügbar ist, werden diese Vermögensgegenstände, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben und nach allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbaren Bewertungsmodellen auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

f) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

g) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die Fondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die Fondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt. Das Netto-Fondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Aktionäre des Fonds gezahlt wurden.

V. Die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für den Fonds separat. Soweit jedoch innerhalb des Fonds Aktienklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb des Fonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Fonds.

§ 10 Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie und der Rücknahme

I. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen.

II. Solange die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie oder Rücknahme und Umtausch von Aktien zeitweilig eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien eingestellt.

III. Aktionäre, welche einen Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt. Während die Berechnung des Netto-Inventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt. Zeichnungs-, Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie automatisch.

IV. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Netto-Inventarwertberechnung werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

§ 11 Ausgabe von Aktien

I. Aktien werden jeweils am Erstausgabebetrag des Fonds zu dem in dem für den Fonds betreffenden Anhang festgelegten ersten Anteilwert / Erstausgabepreis (zuzüglich Ausgabeaufschlag zugunsten einer etwaigen Vertriebsstelle des jeweiligen Vermittlers) ausgegeben. Im Anschluss an diesen Erstausgabebetrag bzw. an diese Erstausgabeperiode werden Aktien an jedem Bewertungstag zum Ausgabepreis ausgegeben.

II. Ausgabepreis ist der Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 9 der Satzung, zuzüglich eines etwaigen Ausgabeaufschlages zugunsten einer etwaigen Vertriebsstelle des jeweiligen Vermittlers, dessen maximale Höhe für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

III. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensaktien können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle zugunsten des jeweiligen Vermittlers und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle („maßgebliche Stelle“). Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

IV. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberaktien werden von der Stelle, bei der der Antragsteller sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Zeichnungsanträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

V. Vollständig und korrekt ausgefüllte Zeichnungsanträge, welche bis spätestens 17:00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet und Zeichnungsanträge, welche nach 17:00 Uhr an einem Bewertungstag bei einer der vorgenannten Stellen eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

VI. Die Investmentgesellschaft stellt sicher, dass die Ausgabe von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Antragstellung unbekannten Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet wird. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading oder Market Timing betreibt, wird die Investmentgesellschaft die Annahme des Zeichnungsantrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Zeichnungsantrag ausgeräumt hat. Unter Late Trading ist die Annahme eines Zeichnungs-, Umwandlungs- oder Rückkaufauftrags zu verstehen, der nach der Annahmeschlusszeit der Aufträge (cut-off time) des betreffenden Tages erhalten wurde, und seine Ausführung zu dem Preis, der auf dem an diesem Tag geltenden Nettoinventarwert (NIW) basiert. Durch Late Trading kann ein Anleger aus der Kenntnis von Ereignissen oder Informationen Gewinn ziehen, die nach der Annahmeschlusszeit der Aufträge veröffentlicht wurden, sich jedoch noch nicht in dem Preis widerspiegeln, zu dem der Auftrag des Anlegers abgerechnet wird. Dieser Anleger ist infolgedessen im Vorteil gegenüber den Anlegern, die die offizielle Schlusszeit eingehalten haben. Der Vorteil dieses Anlegers ist noch bedeutender, wenn er das Late Trading mit dem Market Timing kombinieren kann. Unter Market Timing ist das Arbitrageverfahren zu verstehen, mit dem ein Anleger kurzfristig Anteile oder Aktien desselben OGA systematisch zeichnet und zurückkauft oder umwandelt, indem er die Zeitunterschiede und/oder Fehler oder Schwächen des Systems zur Berechnung des NIW des OGA nutzt.

VII. Die Namensaktien werden unverzüglich bei Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Register- und Transferstelle zugeteilt und durch Eintragung in das Aktienregister übertragen.

VIII. Inhaberaktien werden unverzüglich bei Eingang des vollständigen Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Investmentgesellschaft von der Register- und Transferstelle übertragen, indem sie der Stelle gutgeschrieben werden, bei der der Zeichner sein Depot unterhält.

IX. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar. Sollte der Gegenwert der gezeichneten Aktien zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen oder der Zeichnungsantrag fehlerhaft oder unvollständig sein, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Aktien zur Verfügung steht bzw. der Zeichnungsantrag ordnungsgemäß vorliegt.

Ein Zeichnungsantrag für den Erwerb von Namensaktien ist dann vollständig, wenn er den Namen, den Vornamen und die Anschrift, das Geburtsdatum und den Geburtsort, den Beruf und die Staatsangehörigkeit des Aktionärs, die Anzahl der auszugebenden Aktien bzw. den zu investierenden Betrag, sowie den Namen des Fonds angibt und wenn er von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist. Darüber hinaus muss die Art und Nummer sowie die ausstellende Behörde des amtlichen Ausweises, den der Aktionär zur Identifizierung vorgelegt hat, auf dem Zeichnungsschein vermerkt sein sowie eine Aussage darüber, ob es sich bei dem Aktionär um eine politisch exponierte Persönlichkeit handelt. Die Richtigkeit der Angaben ist von der entgegennehmenden Stelle auf dem Zeichnungsantrag zu bestätigen.

Des Weiteren erfordert die Vollständigkeit eine Aussage darüber, dass der / die Aktionär(-e) wirtschaftliche Berechtigte(-r) der zu investierenden und auszugebenden Aktien sind; Die Bestätigung des Aktionärs / der Aktionäre, dass es sich bei den zu investierenden Geldern nicht um Erträge aus einer/mehrerer strafbare/-n/-r Handlung/-en handelt. Eine Kopie des zur Identifizierung vorgelegten amtlichen Personalausweises oder Reisepasses. Diese Kopie ist mit einem Vermerk: „Wir bestätigen, dass die in dem amtlichen Ausweispapier ausgewiesene Person in Person identifiziert wurde und die vorliegende Kopie des amtlichen Ausweispapiers mit dem Original übereinstimmt“ zu versehen.

X. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

§ 12 Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Aktien

I. Die Investmentgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, wenn dies im Interesse der Aktionäre, im öffentlichen Interesse, zum Schutz der Investmentgesellschaft oder der Aktionäre erforderlich erscheint. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, betreffend Namensaktien, und die Depotbank, betreffend Inhaberaktien, eingehende Zahlungen auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge ohne Zinsen unverzüglich zurückstatten, gegebenenfalls erfolgt dies unter zu Hilfenahme der Zahlstellen.

II. Die Ausgabe von Aktien wird insbesondere dann zeitweilig eingestellt, wenn die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt wird.

III. Des Weiteren ist der Fonds nicht für den Vertrieb in den Vereinigten Staaten von Amerika (USA) oder an US-Bürger bestimmt.

1. Als in den USA steuerpflichtige natürliche Personen werden bspw. diejenigen betrachtet, die,

- a) in den USA oder einem ihrer Territorien bzw. Hoheitsgebiete geboren wurden,
- b) eingebürgerte Staatsangehörige sind (bzw. Green Card Holder),
- c) im Ausland als Kind eines Staatsangehörigen der USA geboren wurden,
- d) ohne Staatsangehöriger der USA zu sein, sich überwiegend in den USA aufhalten,
- e) mit einem Staatsangehörigen der USA verheiratet sind, oder
- f) in den USA steuerpflichtig sind.

2. Als in den USA steuerpflichtige juristische Personen werden bspw. betrachtet

- a) Gesellschaften und Kapitalgesellschaften, die unter den Gesetzen eines der 50 US-Bundesstaaten oder des District of Columbia gegründet wurden,
- b) eine Gesellschaft oder Personengesellschaft, die unter einem „Act of Congress“ gegründet wurde,
- c) ein Pensionsfund, der als US-Trust gegründet wurde, oder
- d) eine Gesellschaft, die in den USA steuerpflichtig ist.

§ 13 Rücknahme und Umtausch von Aktien

I. Die Aktionäre sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 3 § 9 der Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlags zu beantragen. Die Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag.

II. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so ist dessen maximale Höhe für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben. Der Rücknahmepreis kann sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen vermindern.

III. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt die entsprechende Aktie.

IV. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Aktionäre erfolgen über die Register- und Transferstelle gegebenenfalls unter Zuhilfenahme der Zahlstellen. Die Register- und Transferstelle ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

V. Die Investmentgesellschaft kann Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurücknehmen, soweit dies im Interesse oder zum Schutz der Aktionäre oder der Investmentgesellschaft erforderlich erscheint, insbesondere wenn

1. ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien „Market Timing“, „Late-Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Anleger schaden können,
2. der Anleger nicht die Bedingungen für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
3. die Aktien in einem Staat vertrieben werden, in dem der Fonds zum Vertrieb nicht zugelassen ist oder von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, für die der Erwerb der Aktien nicht gestattet ist.

VI. Sofern unterschiedliche Aktienklassen angeboten werden, kann ein Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse erfolgen. Falls ein Umtausch von Aktien für bestimmte Aktienklassen nicht möglich ist wird dies für die betroffene Aktienklasse in dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

VII. Die Investmentgesellschaft kann für den Fonds bzw. eine Aktienklasse jederzeit einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft oder im Interesse der Aktionäre geboten erscheint, insbesondere wenn

1. ein Verdachtsfall besteht, dass durch den jeweiligen Aktionär mit dem Erwerb der Aktien „Market Timing“, „Late-Trading“ oder sonstige Markttechniken betrieben werden, die der Gesamtheit der Anleger schaden können,
2. der Anleger nicht die Bedingungen für einen Erwerb der Aktien erfüllt oder
3. die Aktien in einem Staat vertrieben werden, in dem der Fonds zum Vertrieb nicht zugelassen ist oder von einer Person (z.B. US-Bürger) erworben worden sind, für die der Erwerb der Aktien nicht gestattet ist.

VIII. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensaktien können bei der Investmentgesellschaft, ggf. der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Anträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

IX. Ein Rücknahme- bzw. Umtauschantrag von Namensaktien gilt als vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Aktionärs sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Aktien und den Namen des Fonds bzw. der Aktienklasse angibt, sowie von dem entsprechenden Aktionär unterschrieben ist.

X. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberaktien werden durch die Stelle, bei der der Aktionär sein Depot unterhält, an die Register- und Transferstelle weitergeleitet. Maßgeblich ist der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Diese nimmt die Anträge im Auftrag der Investmentgesellschaft an.

XI. Vollständige und korrekte Rücknahmeaufträge, welche bis spätestens 17:00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Vollständige Rücknahmeaufträge, welche nach 17:00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Rücknahmepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet.

XII. Die Investmentgesellschaft stellt sicher, dass die Rücknahme und der Umtausch von Aktien auf der Grundlage eines dem Aktionär zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags unbekannten Nettoinventarwertes pro Aktie abgerechnet werden. Sollte der Verdacht bestehen, dass ein Antragsteller Late Trading und/oder Market Timing betreibt, kann die Investmentgesellschaft die Annahme des Rücknahme- oder Umtauschauftrags solange verweigern, bis der Antragsteller jegliche Zweifel in Bezug auf seinen Antrag ausgeräumt hat.

XIII. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb der banküblichen Fristen, spätestens jedoch innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Fondswährung. Die Auszahlung erfolgt auf ein vom Aktionär anzugebendes Konto.

§ 14 Beschränkung und Einstellung von Rücknahme und Umtausch

I. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw. den Umtausch von Aktien wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen. Die Bedingungen für die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes sind in § 12 dieser Satzung geregelt.

II. Daneben ist die Investmentgesellschaft nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Aktionäre berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, d.h. die Rücknahme zeitweilig auszusetzen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verkauft wurden. Eine erhebliche Rücknahme ist anzunehmen, wenn an einem Bewertungstag die Rücknahme von Aktien in Höhe von 10% des Netto-Fondsvermögens beantragt wird.

III. Solange die Rücknahme der Aktien ausgesetzt ist, werden keine neuen Aktien dieses Fonds ausgegeben. Umtäusche von Aktien, deren Rückgaben vorübergehend eingeschränkt ist, ist nicht möglich.

IV. Die Investmentgesellschaft achtet aber darauf, dass dem Fondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Aktien auf Antrag von Aktionären unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

V. Aktionäre, welche einen Rücknahme- bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Rücknahmen der Aktie unverzüglich benachrichtigt. Rücknahme- bzw. Umtauschanträge verfallen im Falle einer Einstellung der Rücknahmen automatisch.

VI. Die Einstellung sowie die Wiederaufnahme der Rücknahmen werden in den für Anlegerinformationen vorgesehenen Medien veröffentlicht.

Art. 4. Generalversammlung.

§ 15 Rechte der Generalversammlung

Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt alle Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse, um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen.

§ 16 Ordentliche Generalversammlung

I. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen Ort der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, der in der Einberufung festgelegt wird, am 2. Mittwoch im Februar eines jeden Jahres um 12.00 Uhr und zum ersten Mal im Jahre 2015 abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg abgehalten.

II. Die jährliche Generalversammlung kann im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

§ 17 Außerordentliche Generalversammlungen

I. Die Aktionäre kommen aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten.

II. Die Einberufung muss die Tagesordnung enthalten und mindestens 14 Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktienregister eingetragene Anschrift versendet werden. Den Inhabern von Inhaberaktien werden die Einberufung sowie die Tagesordnung entsprechend der gesetzlichen Vorgaben bekannt gemacht. Die Tagesordnung wird grundsätzlich vom Verwaltungsrat vorbereitet. Auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, wird der Verwaltungsrat die Tagesordnung ändern bzw. ergänzen. Ein solcher Antrag der Aktionäre muss mindestens 10 Tage vor der Versammlung bei dem Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eingehen. Der Verwaltungsrat wird die neue Tagesordnung unverzüglich den Aktionären bekannt geben.

III. In Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre, welche mindestens ein Fünftel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentritt, wird die Tagesordnung durch die Aktionäre erstellt. Sie ist dem schriftlichen Antrag der Aktionäre auf Einberufung einer außerordentlichen Generalversammlung anzuhängen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

IV. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

V. Die oben unter I bis IV aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen des Fonds oder der Aktienklassen.

§ 18 Beschlussfassung und Abstimmung

I. Jede voll eingezahlte Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

II. Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. An für den Fonds oder einzelne Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich den Fonds oder die Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien des Fonds oder der entsprechenden Aktienklassen halten. Der Verwaltungsrat kann gestatten, dass Aktionäre an Generalversammlungen per Videokonferenz oder anderen Kommunikationsmitteln teilnehmen, falls diese Methoden eine Identifikation der Aktionäre erlauben und für die Aktionäre eine fortwährende und effektive Teilnahme an der Generalversammlung ermöglicht.

III. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich zu seinem Bevollmächtigten bestimmt. Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden. Der Verwaltungsrat kann die Anzahl der Bevollmächtigten je Aktionär beschränken.

IV. Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigten müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlung in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

V. Der Verwaltungsrat kann weitere Bedingungen festlegen, die von Anteilhabern zu erfüllen sind, um an Generalversammlungen teilnehmen zu können.

VI. Die Generalversammlung entscheidet über alle Angelegenheiten, die im Gesetz von 1915, sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen sind, und zwar in der in den genannten Gesetzen vorgesehenen Form betreffend Quorum und Mehrheiten. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der

Stimmrechte der anwesenden und der vertretenen Aktionäre gefasst. Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur den Fonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

VII. Die Beschlüsse der Generalversammlung sind grundsätzlich bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder des Fonds eingreifen. Findet eine getrennte Abstimmung für den Fonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) statt, binden die Beschlüsse grundsätzlich alle Aktionäre des/der Fonds bzw. der Aktienklasse(n).

§ 19 Vorsitzender Stimmzähler, Sekretär

I. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

II. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss. Die Generalversammlung ernennt unter den anwesenden und dies annehmenden Aktionären oder den Vertretern der Aktionäre einen Stimmzähler.

III. Die Protokolle der Generalversammlung werden vom Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

IV. Abschriften und Auszüge der Protokolle werden von der Investmentgesellschaft erstellt und vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 5. Verwaltungsrat.

§ 20 Zusammensetzung

I. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen. Die erste Bestellung des Verwaltungsrats erfolgt durch die Generalversammlung, welche im Anschluss an die Gründung der Gesellschaft stattfindet.

II. Auf der Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied gewählt werden, wenn

a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder

b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann.

III. Die Generalversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsräte. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wieder gewählt werden.

IV. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen (Kooption). Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende und ist berechtigt gemeinsam mit den anderen Mitgliedern des Verwaltungsrats für weitere ausscheidende Mitglieder des Verwaltungsrats vorläufige Nachfolger im Rahmen einer Kooption zu bestimmen.

V. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

§ 21 Befugnisse

I. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz von 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

II. Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Investmentgesellschaft auf natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Mitglieder des Verwaltungsrates zu sein brauchen und diesen für ihre Tätigkeiten Gebühren und Provisionen zahlen. Die Übertragung von Aufgaben an Dritte erfolgt stets unter der Aufsicht des Verwaltungsrates.

III. Daneben ist der Verwaltungsrat berechtigt, einen Fondsmanager, einen Anlageberater sowie Anlageausschüsse für den Fonds zu ernennen und deren Befugnisse festzulegen.

IV. Der Verwaltungsrat hat darüber hinaus die Befugnis Interimsdividenden auszuschütten.

§ 22 Interne Organisation des Verwaltungsrats

I. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

II. Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor. In seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

III. Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates erstellt.

§ 23 Häufigkeit und Einberufung von Sitzungen

I. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

II. Die Einberufung der Verwaltungsratsmitglieder erfolgt mindestens 24 (vierundzwanzig) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

III. Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied entweder bei Anwesenheit in der Sitzung keine Einwände gegen die Form der Einladung erhoben oder sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder E-Mail gegeben hat, nicht erforderlich.

IV. Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

§ 24 Beschlussfassung

I. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrats teilnehmen, auch in dem es mittels Brief, per Email oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Bevollmächtigten ernannt. Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen. Diese Art der Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

II. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist.

III. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

IV. Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, nur im Rahmen von Sitzungen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft, die ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

V. Der Verwaltungsrat kann einstimmig Beschlüsse im schriftlichen Umlaufverfahren fassen. Diese von allen Verwaltungsratsmitgliedern gefassten Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig, wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und durchgeführten Sitzung des Verwaltungsrats gefasst wurden. Die Unterschriften können auf einem einzelnen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen bzw. Kopien desselben Dokuments geleistet werden und können per Brief oder Telefax o.ä. eingeholt werden.

VI. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die in ein diesbezügliches Register eingetragen und vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden. Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

§ 25 Vertretung der Investmentgesellschaft

Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich vertreten. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten.

Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

§ 26 Unvereinbarkeitsbestimmungen/Interessenkollision

I. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Gesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsleiter der Gesellschaft Interessen in oder Beteiligungen an einer anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsleiter, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

II. Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbelangt.

III. Falls ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in einer Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse

des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

IV. Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf eine Beziehung oder ein Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und dem Fondsmanager, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, einer etwaigen Vertriebsstelle (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

V. Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Depotbank dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Investmentgesellschaft zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein. Geschäftsleiter, Prokuristen und die zum gesamten Geschäftsbetrieb ermächtigten Handlungsbevollmächtigten der Investmentgesellschaft dürfen nicht gleichzeitig als Angestellte der Depotbank zur täglichen Geschäftsführung bestellt sein.

§ 27 Schadloshaltung

I. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, die Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungsansprüche jeder Art, sofern die Betroffenen ihre gesetzlichen und vertraglichen Verpflichtungen der Investmentgesellschaft gegenüber ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

II. Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

§ 28 Verwaltungsgesellschaft

I. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

II. Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. dem Fondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise übertragen; sie kann sich ferner unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern und/oder einem Anlageausschuss, beraten lassen.

III. Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines entgeltlich Bevollmächtigten (mandataire salarié).

IV. Sofern die Verwaltungsgesellschaft die Anlageverwaltung auf einen Dritten auslagert, so darf nur ein Unternehmen benannt werden, das für die Ausübung der Vermögensverwaltung zugelassen oder eingetragen ist und einer Aufsicht unterliegt.

V. Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern kein Fondsmanager mit der Anlagenverwaltung beauftragt wurde. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

VI. Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

§ 29 Fondsmanager

I. Sofern die Investmentgesellschaft bzw. die Verwaltungsgesellschaft von ihrem Recht Gebrauch gemacht hat und die Anlageverwaltung auf einen Dritten ausgelagert hat, besteht die Aufgabe eines Fondsmanagers insbesondere in der täglichen Umsetzung der Anlagepolitik des Fondsvermögens, in der Führung der Tagesgeschäfte hinsichtlich der Vermögensverwaltung sowie in anderen damit verbundenen Dienstleistungen, jeweils unter der Aufsicht, Verantwortung und Kontrolle der Verwaltungsgesellschaft.

II. Die Erfüllung dieser Aufgaben erfolgt unter Beachtung der Grundsätze der Anlagepolitik und der Anlagebeschränkungen des Fonds, wie sie in dieser Satzung und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang) der Investmentgesellschaft beschrieben sind, sowie der gesetzlichen Anlagebeschränkungen.

III. Der Fondsmanager muss über eine Zulassung zur Vermögensverwaltung verfügen und einer finanzdienstleistungsrrechtlichen Aufsicht in seinem Sitzstaat unterliegen.

IV. Der Fondsmanager ist befugt, Makler sowie Broker zur Abwicklung von Transaktionen in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft bzw. ihres Fonds auszuwählen. Die Anlageentscheidung und die Ordererteilung obliegen dem Fondsmanager.

V. Der Fondsmanager hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten, insbesondere von verschiedenen Anlageberatern, beraten zu lassen. Es ist dem Fondsmanager gestattet, seine Aufgaben mit Genehmigung der Verwaltungsgesellschaft ganz oder teilweise an Dritte, deren Vergütung ganz zu seinen Lasten geht, auszulagern.

VI. Der Fondsmanager trägt alle Aufwendungen, die ihm in Verbindung mit den von ihm für die Investmentgesellschaft geleisteten Dienstleistungen entstehen. Maklerprovisionen, Transaktionsgebühren und andere im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten anfallende Geschäftskosten werden von dem Fonds getragen.

§ 30 Anlageberater und Anlageausschuss

Die Investmentgesellschaft bzw. die Verwaltungsgesellschaft oder der Fondsmanager können unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen, insbesondere sich durch einen Anlageausschuss beraten lassen.

Der Anlageberater hat das Recht, sich auf eigene Kosten und Verantwortung von Dritten beraten zu lassen. Er ist jedoch nicht berechtigt, ohne vorherige schriftliche Zustimmung der Investmentgesellschaft bzw. Verwaltungsgesellschaft, die Erfüllung seiner Aufgaben einem Dritten zu übertragen. Sofern der Anlageberater seine Aufgaben mit vorheriger Zustimmung der Investmentgesellschaft bzw. Verwaltungsgesellschaft einem Dritten übertragen hat, so hat der Anlageberater die dafür entstehenden Kosten selbst zu tragen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

Art. 6. Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft.

§ 31 Die Verschmelzung der Investmentgesellschaft

I. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung gemäß den nachfolgenden Bedingungen beschließen, die Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW bzw. einen Teilfonds eines anderen OGAW, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, zu übertragen. Die Beschlüsse der Generalversammlung im Rahmen einer Verschmelzung bedürfen mindestens der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre. Bei Verschmelzungen, bei denen die übertragende Investmentgesellschaft durch die Verschmelzung erlischt, muss das Wirksamwerden der Verschmelzung notariell beurkundet werden.

II. Die unter der vorstehenden Ziffer I. genannte Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

III. Die Beschlüsse der Generalversammlung im Rahmen einer Verschmelzung bedürfen mindestens der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre. Bei Verschmelzungen, bei denen die übertragende Investmentgesellschaft durch die Verschmelzung erlischt, muss das Wirksamwerden der Verschmelzung notariell beurkundet werden.

IV. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann beschließen einen anderen Fonds oder Teilfonds, der von derselben oder von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, in die Investmentgesellschaft aufzunehmen.

V. Verschmelzungen sind sowohl zwischen zwei Luxemburger Fonds bzw. Teilfonds (inländische Verschmelzung) als auch zwischen Fonds bzw. Teilfonds die in zwei unterschiedlichen Mitgliedsstaaten niedergelassen sind (grenzüberschreitende Verschmelzung) möglich.

VI. Eine Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik der einzubringenden Investmentgesellschaft bzw. des Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden OGAW verstößt.

VII. Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds bzw. Teilfonds. Die Anleger des einbringenden Fonds erhalten Anteile des aufnehmenden Fonds, deren Anzahl sich auf der Grundlage des Anteilwertverhältnisses der betroffenen Fonds zum Zeitpunkt der Einbringung errechnet und gegebenenfalls einen Spitzenausgleich.

VIII. Sowohl der aufnehmende Fonds bzw. Teilfonds als auch der übertragende Fonds bzw. Teilfonds informieren die Anleger in geeigneter Form über die geplante Verschmelzung im Rahmen einer Publikation in einer Luxemburger Tageszeitung und entsprechend den Vorschriften der jeweiligen Vertriebsländer des aufnehmenden oder einzubringenden Fonds bzw. Teilfonds.

IX. Die Anleger des aufnehmenden und des übertragenden Fonds bzw. Teilfonds haben während dreißig Tagen das Recht, ohne Zusatzkosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert oder, soweit möglich, den Umtausch in Anteile eines anderen Fonds mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Das Recht wird ab dem Zeitpunkt wirksam, zu dem die Anteilinhaber des übertragenden und des aufnehmenden Fonds über die geplante Verschmelzung unterrichtet werden, und erlischt fünf Bankarbeitstage vor dem Zeitpunkt der Berechnung des Umtauschverhältnisses.

X. Bei einer Verschmelzung zwischen zwei oder mehreren Fonds bzw. Teilfonds können die betroffenen Fonds bzw. Teilfonds die Zeichnungen, Rücknahmen oder Umtäusche von Anteilen zeitweilig aussetzen, wenn eine solche Aussetzung aus Gründen des Anteilhaberschutzes gerechtfertigt ist.

XI. Die Durchführung der Verschmelzung wird von einem unabhängigen Wirtschaftsprüfer geprüft und bestätigt. Den Anlegern des übertragenden und des übernehmenden Fonds bzw. Teilfonds sowie der jeweils zuständigen Aufsichtsbehörde wird auf Anfrage kostenlos eine Kopie des Berichts des Wirtschaftsprüfers zur Verfügung gestellt.

XII. Das vorstehend Gesagte gilt gleichermaßen für die Verschmelzung von Anteilklassen innerhalb eines Fonds.

§ 32 Die Liquidation der Investmentgesellschaft

I. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Bestimmungen zu fassen.

II. Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, ist der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft verpflichtet, eine Generalversammlung einzuberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft zu unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der Stimmrechte der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre beschlossen.

III. Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft ebenfalls eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird in einem solchen Fall mit einer Mehrheit von 25% der Stimmrechte der in der Generalversammlung anwesenden bzw. vertretenden Aktionäre beschlossen.

IV. Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

V. Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

VI. Der Fonds kann durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Investmentgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

VII. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

VIII. Nettoliquidationserlöse, deren Auszahlung nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 7. Der Fonds.

§ 33 Dauer des Fonds

Der Fonds kann auf bestimmte oder unbestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer des Fonds ergibt sich aus dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt.

Art. 8. Wirtschaftsprüfer.

§ 34 Wirtschaftsprüfer

Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/ sind und von der Generalversammlung ernannt wird/werden. Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt, kann/können wieder gewählt und jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 9. Schlussbestimmungen.

§ 35 Verwendung der Erträge

I. Der Verwaltungsrat kann die in dem Fonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre des Fonds ausschütten oder diese Erträge des Fonds thesaurieren. Dies findet für den Fonds in dem betreffenden Anhang zu dem Verkaufsprospekt Erwähnung.

II. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne, sonstige Aktiva sowie, in Ausnahmefällen, auch Kapitalanteile zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Gesellschaftsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 12 dieser Satzung sinkt.

III. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

IV. Ausschüttungen an Inhaber von Namensaktien erfolgen grundsätzlich durch die Re-Investition des Ausschüttungsbetrages zu Gunsten des Inhabers von Namensaktien. Sofern dies nicht gewünscht ist, kann der Inhaber von Namensaktien innerhalb von zehn Tagen nach Zugang der Mitteilung über die Ausschüttung bei der Register- und Transferstelle die Auszahlung auf das von ihm angegebene Konto beantragen. Ausschüttungen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises an die Inhaber von Inhaberaktien.

V. Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht auf eine ausschüttende Inhaberaktie ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und werden dem Fondsvermögen der Investmentgesellschaft gutgeschrieben und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, der jeweiligen Aktienklasse zugerechnet. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

§ 36 Berichte

I. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. Das erste Geschäftsjahr beginnt mit dem Tag der Gründung und endet am 30. September.

II. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen geprüften Jahresbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht der Verwaltungsrat einen ungeprüften Halbjahresbericht.

III. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

§ 37 Kosten

I. Der Fonds trägt die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Sofern eine Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, kann diese aus dem Fondsvermögen eine (fixe und/oder erfolgsabhängige) Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist.

2. Sofern ein Fondsmanager vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft oder aus dem Fondsvermögen eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist.

3. Sofern ein Anlageberater vertraglich verpflichtet wurde, kann dieser aus der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft oder aus dem Fondsvermögen eine fixe und/oder erfolgsabhängige Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind.

4. Die Depotbank sowie die Zentralverwaltungs-, Register- und Transferstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben eine in Luxemburg marktübliche Vergütung. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung ist im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt.

5. Sofern eine Vertriebsstelle vertraglich verpflichtet wurde, kann diese aus dem Fondsvermögen eine Vergütung erhalten, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den Fonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist.

6. Der Fonds trägt neben den vorgenannten Kosten, die folgenden Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb, dem Halten und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen, insbesondere bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten der Investmentgesellschaft und deren Verwahrung, die banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;

b) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. Clearstream Banking S.A.) für die Vermögenswerte des Fonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Fonds in Anteile anderer OGAW oder OGA anfallen;

c) die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Namens- und Inhaberaktien;

d) darüber hinaus werden der Depotbank, der Zentralverwaltungsstelle und der Register- und Transferstelle die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallenden eigenen Auslagen und sonstigen Kosten sowie die durch die erforderliche Inanspruchnahme Dritter entstehenden Auslagen und sonstigen Kosten erstattet;

e) Steuern, die auf das Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. Fondsvermögen, deren Einkommen und die Auslagen zu Lasten des Fonds erhoben werden;

f) Kosten für die Rechtsberatung, die der Investmentgesellschaft, der Verwaltungsgesellschaft (sofern ernannt) oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Aktionäre des Fonds handelt;

g) Kosten des Wirtschaftsprüfers der Investmentgesellschaft;

h) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck und den Versand sämtlicher Dokumente für die Investmentgesellschaft, insbesondere etwaiger Anteilzertifikate sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen), „der wesentlichen Informationen für den Anleger“, der Satzung, der Jahres- und Halbjahresberichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen bzw. Anträge auf Bewilligung in den Ländern in denen die Aktien der Investmentgesellschaft vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden;

i) die Verwaltungsgebühren, die für die Investmentgesellschaft bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der Luxemburger Aufsichtsbehörde und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente der Investmentgesellschaft;

j) Kosten, im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

k) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen;

l) Versicherungskosten;

m) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten ausländischer Zahl- und Vertriebsstellen, sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem Fondsvermögen anfallen;

n) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, die gemäß Artikel 2 der Satzung aufgenommen werden;

o) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;

p) etwaige Honorare und Auslagen des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft;

q) Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien;

r) Weitere Kosten der Verwaltung einschließlich Kosten für Interessenverbände;

s) Kosten zur Ermittlung der Aufspaltung des erzielten Anlageergebnisses in seine Erfolgsfaktoren (sog. „Performance-Attribution“);

t) Kosten für die Bonitätsbeurteilung der Investmentgesellschaft durch national und international anerkannte Rating Agenturen.

II. Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem Fondsvermögen angerechnet.

III. Die Kosten für die Gründung der Investmentgesellschaft und die Erstausgabe von Aktien wurden zu Lasten des Vermögens des Fonds abgeschrieben.

IV. Sämtliche der vorbezeichneten Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

§ 38 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Oktober und endet am 30. September des darauf folgenden Jahres.

§ 39 Depotbank

I. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhang).

II. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

§ 40 Satzungsänderung

Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz von 1915 vorgesehenen Bedingungen über Satzungsänderungen (Quorum und Beschlussfähigkeit) eingehalten werden.

§ 41 Allgemeines

Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen.

Übergangsbestimmung

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 30. September 2014.

2) Die erste ordentliche jährliche Generalversammlung findet im Jahre 2015 statt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Flossbach von Storch Invest S.A., zeichnet dreihundertzehn (310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Kosten

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 4.000,-.

Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft

Oben angeführter Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertritt, hat unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der er sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- a) Nikolaus Rummler, geb. 05.10.1962 in Saarburg, beruflich wohnhaft in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen,
- b) Ulrich Juchem, geb. 01.05.1967 in Idar-Oberstein, beruflich wohnhaft in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen,
- c) Dirk von Velsen, geb. 16.02.1967 in Köln, beruflich wohnhaft in 32, route d'Arlon, L-8009 Strassen.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen.

III. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt: PricewaterhouseCoopers, société coopérative, mit Sitz in L-1471 Luxemburg, 400, route d'Esch (RCS Luxembourg B 65.477).

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2015.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienene, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt ist, hat dieselbe die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: V. AUGSDÖRFER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 29 mai 2013. Relation: LAC/2013/24367. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 4. Juni 2013.

Référence de publication: 2013072960/1061.

(130089402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2013.

Europäische Tisch-Tennis Union, Association sans but lucratif.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 16, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg F 4.227.

STATUTEN

A.0. Begriffsbestimmungen.

A.0.1. ETTU.

A.0. 1.1 'ETTU' bedeutet die 'Europäische Tischtennis Union', welche am 13. März 1957 gegründet worden ist mit dem Ziel als Hauptorgan des Tischtennisports in Europa die Nationalen Tischtennis Verbände aus den Ländern und Territorien Europas zu einen.

A.0.2. ITTF.

A.0.2.1 'ITTF' bedeutet den "Internationaler Tischtennis Verband", welcher im Dezember 1926(*) in London gegründet worden ist, um als Hauptorgan des Tischtennisports auf Weltebene die Nationalen Tischtennis Verbände aus allen Ländern und Territorien der Welt zu einen.

(*) Im Jahr 2000 wurde die ITTF als Gesellschaft ohne Gewinnzweck in der Schweiz und in Kanada registriert.

A.0.3. Oberbegriffe.

A.0.3.1 Jedesmal wenn in den ETTU Statuten oder in den ETTU Regularien oder in anderen ETTU Dokumenten Oberbegriffe als Überschrift in Großschrift und kursiv geschrieben sind, wie [Statuten], [Mitgliedsverband], [Zweck], [Sitz], [Kongress], [Sitzung], [Vorstand], [Präsident], [Stellvertretender Präsident], [Vizepräsident], [Generalsekretär], [Haushalt], [Konten], usw., sind diese Begriffe als Begriffe mit direktem Bezug zur ETTU zu betrachten und müssen daher als 'Statuten der ETTU', 'Mitgliedsverband der ETTU', 'Zweck der ETTU', usw. gelesen und verstanden werden.

A.0.3.2 Das Wort Veranstaltung steht für einen von der ETTU genehmigten Tischtennis-Wettbewerb bzw. einen unter deren Zuständigkeit fallenden Wettbewerb.

A.0.4. GLEICHSTELLUNG VON FRAUEN UND MÄNNER

A.0.4.1 Jedesmal wenn in den ETTU-Statuten oder in den ETTU-Regularien oder in anderen ETTU Dokumenten die männliche Form benutzt wird (bei Begriffen wie "Person", "Spieler", "Vorsitzender", "Funktionär", "Offizieller" "Delegierter", "Kandidat", usw.) bezieht diese Form sich auch das weibliche Geschlecht, sofern nicht ausdrücklich anders verfügt ist.

A.0.5. ANZAHL DER STIMMEN

A.0.5.1 Bei einer Sitzung ist die Anzahl der registrierten Stimmen gleich der Anzahl der Mitgliedsverbände oder der „wahlberechtigten“ Personen die beim Anwesenheitsappell in der bezüglichen Sitzung anwesend oder vertreten (= registriert) sind.

A.0.5.2 Bei einem Abstimmungsverfahren ist die Anzahl der abgegebenen Stimmen gleich die Gesamtzahl der Stimmzettel - von jenen, die für diese Abstimmung offiziell ausgeteilt worden sind -die bei dieser Abstimmung eingesammelt worden sind, unabhängig von der Gültigkeit oder Nichtigkeit dieser Stimmzettel.

A.0.5.3 Für ein Abstimmungsverfahren ist die Anzahl der gültigen Stimmen gleich die Gesamtzahl der gültigen Stimmzettel die bei der betreffenden Abstimmung eingesammelt wurden, d.h. die Gesamtzahl der eingesammelten Stimmzettel abzüglich der ungültigen Stimmzettel und abzüglich der unausgefüllten Stimmzettel (= Enthaltungen), die ebenfalls als ungültige Stimmen zu betrachten sind.

A.0.6. DAS GESETZ

A.0.6.1 "Das Gesetz" bedeutet das luxemburgische Gesetz vom 21. April 1928, wie danach umgeändert, betreffend die Vereine ohne Gewinnzweck und die Stiftungen.

A.0.7. DAS VERWALTUNGSREGLEMENT

A.0.7.1 Das Verwaltungsreglement ist jene Regelung in der die genauen und ergänzenden Bestimmungen für die Umsetzung und die praktische Anwendung der Statuten festgelegt sind.

A.1. Allgemeine Bestimmungen.

A.1.1. RECHTSFORM

A. 1.1.1 Die ETTU ist in Luxemburg als Verein ohne Gewinnzweck eingetragen, entsprechend den Bestimmungen des luxemburgischen Gesetzes vom 21. April 1928 betreffend die Vereine ohne Gewinnzweck und die Stiftungen.

A.1.2. SITZ UND HAUPTVERWALTUNG

A. 1.2.1 Der Sitz und die Hauptverwaltung (d.h. das Büro) befinden sich in L-2453 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), 16 rue Eugene Ruppert.

A.1.3. ZUSTÄNDIGKEIT UND NEUTRALITÄT

A. 1.3.1 Die ETTU ist der "kontinentale Tisch-Tennis-Verband für Europa", der als solcher von der ITTF anerkannt ist und somit einzig und allein die Zuständigkeit bzw. die Autorität hat in Europa im Allgemeinen, sowie in den Gebieten der Mitgliedsverbände im besonderen, für alle Angelegenheiten mit Bezug zum Tischtennisport auf europäischer Ebene.

A. 1.3.2 Gesehen die Anerkennung seiner Autorität durch die ITTF für Europa, hat die ETTU die alleinige und gesamte Rechtshoheit um Tischtennis-Wettbewerbe zu organisieren mit der Bezeichnung oder dem Titel 'Europäisch', 'Europa', 'Euro' oder ähnlich, oder um die Organisation einer solchen Veranstaltung zu genehmigen.

A. 1.3.3 Die ETTU muss völlig neutral sein und bleiben und sie muss handeln im Geiste des Friedens, des Verständnisses und des Fair-Play, ohne irgendwelche Diskriminierung aus politischen, geschlechtlichen, religiösen oder rassistischen Gründen.

A.1.4. ZIELSETZUNGEN

A. 1.4.1 Die Zielsetzungen der ETTU sind:

- a) sich mit allen Angelegenheiten mit Bezug zum Tischtennisport auf europäischer Ebene zu befassen;
- b) den Tischtennisport in jenen Gebieten zu entwickeln und zu fördern, die durch die Mitgliedsverbände geleitet werden;
- c) die allgemeinen Interessen der Mitgliedsverbände zu wahren und die Einheit unter ihnen zu fördern;
- d) den Kontakt und die Zusammenarbeit mit der ITTF sowie mit den anderen kontinentalen Tischtennis-Verbänden aufrechtzuhalten;
- e) die Beachtung der Tischtennis-Regeln sowie die Aufrechterhaltung der Grundsätze, Regeln und Richtlinien der ITTF in den von den Mitgliedsverbänden geleiteten Gebieten zu gewährleisten;

f) "Europäische" Tischtennis-Veranstaltungen (Wettbewerbe, Turniere, usw.) zu organisieren und durchzuführen und die Organisation solcher Veranstaltungen unter ihrer Hoheit zu genehmigen;

g) die Doping-Regularien, so wie sie von der 'Welt Anti-Doping Agentur' ('WADA') festgelegt worden sind, anzuwenden;

h) Informationen über den europäischen Tischtennissport zu verbreiten;

i) sich europäischen Sportorganisationen und/oder Gesellschaften anzuschließen, welche die gleichen Ziele wie die ETTU verfolgen, und an den Aktivitäten dieser Organisationen und/oder Gesellschaften teilzunehmen.

A.1.5. DAUER

A. 1.5.1 Die Dauer der ETTU ist zeitlich unbegrenzt.

A.1.6. SPRACHE

A.1.6.1 Die offizielle Sprache der ETTU ist Englisch.

A.1.7. FARBEN, ABZEICHEN UND LOGO

A.1.7.1 Die Farben der ETTU sind Blau und Gold.

A.1.7.2 Das Abzeichen der ETTU ist ein Tischtennisschläger der eine Karte von Europa darstellt, mit den Buchstaben ETTU am Griff.

A.1.7.3 Das Logo der ETTU begreift drei stilisierte Tischtennisschläger mit den Buchstaben ETTU.

A.2. Mitgliedschaft.

A.2.1. BEDINGUNGEN FÜR DIE MITGLIEDSCHAFT

A.2.1.1 Die Mitgliedschaft ist offen für jeden nationalen Tischtennis Verband (NTTV):

a) der offiziell anerkannt und verantwortlich ist in seinem Land oder Gebiet für die Organisation und die Umsetzung aller Angelegenheiten mit Bezug zum Tischtennissport;

b) der bereits Mitglied der ITTF ist;

c) dessen Heimatland oder Hauptstadtgebiet geografisch innerhalb von Europa liegt.

A.2.1.2 In Ausnahmefällen kann die Mitgliedschaft eines nationalen Tischtennis Verbandes angenommen werden, der die Bestimmungen a) und b) von § A.2.1.1 erfüllt, dessen Heimatland oder Hauptstadtgebiet geografisch aber außerhalb von Europa liegt, sofern:

a) der betreffende Verband nicht, noch nicht oder nicht mehr Mitglied eines anderen kontinentalen Tischtennis-Verbands ist;

b) der Antrag auf Mitgliedschaft des betreffenden Verbands sowohl von der ITTF als auch vom kontinentalen Tischtennis-Verband, zu dem er aufgrund der geografischen Lage seines Heimatlandes oder des Gebiets seiner Hauptstadt normalerweise gehören würde, unterstützt wird.

A.2.2. ANZAHL DER MITGLIEDER

A.2.2.1 Die Anzahl der Mitgliedsverbände darf nicht weniger als drei betragen.

A.2.2.2 Eine aktualisierte Liste mit den Mitgliedsverbänden muss mindestens einmal im Jahr veröffentlicht werden.

A.2.3. AUFNAHME VON MITGLIEDERN

A.2.3.1 Um als Mitgliedsverband aufgenommen zu werden, muss ein daran interessierter nationaler Tischtennis-Verband einen schriftlichen Antrag auf Mitgliedschaft bei der ETTU stellen.

A.2.3.2 Die Aufnahme eines nationalen Tischtennis-Verbandes als Mitglied kann ausschließlich vom Kongress beschlossen werden, nach eigenem Ermessen, und zwar wie folgt:

- mit der Mehrheit der registrierten Stimmen, unter den in § A.2.1.1 aufgeführten Bedingungen;

- mit der Zweidrittel-Mehrheit der registrierten Stimmen, unter den in § A.2.1.2 aufgeführten Bedingungen.

A.2.4. RECHTE UND PFLICHTEN DER MITGLIEDER

A.2.4.1 Ein Mitgliedsverband kann alle Rechte nutzen, die ihm aufgrund der Statuten und Regularien sowie der auf deren Grundlage getroffenen Beschlüsse zustehen. Insbesondere hat ein Mitgliedsverband das Recht, seine Auswahlmannschaft(en) sowie die Spieler und Vereinsmannschaften, die ihm angehören, gemäß den diesbezüglich geltenden Regularien zu den Veranstaltungen anzumelden.

A.2.4.2 Ein Mitgliedsverband muss:

a) die Statuten und Regularien sowie die auf deren Grundlage getroffenen Beschlüsse befolgen;

b) die von der ITTF erlassenen Tischtennis-Regeln befolgen;

c) die Grundsätze von Integrität, Fairness und Fair-Play beachten und sicherstellen, dass auch seine Offiziellen, Spieler und Vereine, diese Grundsätze beachten;

d) für die freie Wahl seiner exekutiven und juristischen Gremien sorgen.

A.2.4.3 Ein Mitgliedsverband muss die in § A.2.4.2 aufgeführten Verpflichtungen in seine eigenen Statuten übernehmen, zusammen mit einer Bestimmung, dass seine Offiziellen, Spieler und Vereine sich ebenfalls an diese Verpflichtungen halten müssen.

A.2.4.4 Ein Mitgliedsverband ist haftbar gegenüber der ETTU für alle finanziellen Verpflichtungen der ihm zugehörigen oder anderweitig unter seiner Zuständigkeit stehenden Spieler und Vereine.

A.2.4.5 Ein Mitgliedsverband, der seine Mitgliedschaft aufgekündigt hat oder als Mitglied ausgeschlossen worden ist, verliert umgehend alle Rechte an dem Vermögen und darf keinerlei Anspruch mehr erheben auf Rückerstattung von bezahlten Gebühren oder Mitgliedsbeiträgen.

A.2.5. RÜCKTRITT VON DER MITGLIEDSCHAFT

A.2.5.1 Ein Mitgliedsverband kann auf eigene Initiative am Ende eines Jahres von seiner Mitgliedschaft zurücktreten, indem er der ETTU mindestens sechs Monate im Voraus eine schriftliche Kündigung zustellt.

A.2.5.2 Wenn ein Mitgliedsverband aufgelöst wird, wird seine Mitgliedschaft automatisch, ab dem Zeitpunkt seiner Auflösung, als beendet betrachtet.

A.2.6. SUSPENDIERUNG UND AUSSCHLUSS VON MITGLIEDERN

A.2.6.1 Ein Mitgliedsverband kann als Mitglied suspendiert oder ausgeschlossen werden, wenn es entweder:

- die Pflichten und Bedingungen, die sich aus den Statuten oder Regularien oder aus denen auf deren Grundlage getroffenen Beschlüssen nicht eingehalten hat oder ernsthaft hiergegen verstoßen hat;
- gegen die Zielsetzungen oder die Interessen der ETTU gehandelt hat;
- seinen finanziellen Verpflichtungen gegenüber der ETTU nicht nachgekommen ist;
- seinen Status als anerkannter und repräsentativer nationaler Tischtennis-Verband verloren hat.

A.2.6.2 Insbesondere kann ein Mitgliedsverband, der seinen finanziellen Verpflichtungen gegenüber der ETTU nicht nachgekommen ist:

- nach dem festgesetzten Zeitpunkt, teilweise oder ganz in all seinen Rechten suspendiert werden;
- drei Jahre nach dem festgesetzten Zeitpunkt, automatisch als von der Mitgliedschaft ausgeschlossen betrachtet werden.

A.2.6.3 Die Suspendierung eines Mitgliedsverbandes, einschließlich der etwaigen Einschränkung seiner Rechte, kann durch den Vorstand, mit der Mehrheit der registrierten Stimmen, beschlossen werden.

Eine solche durch den Vorstand beschlossene Suspendierung muss dem Kongress in seiner nächstfolgenden Sitzung zur Begutachtung vorgelegt werden und sie darf nach dieser Sitzung nur dann aufrecht erhalten, wenn sie durch den Kongress mit der Mehrheit der registrierten Stimmen bestätigt und gutgeheißen wird.

A.2.6.4 Der Ausschluss eines Mitgliedsverbandes darf ausschließlich durch den Kongress, anlässlich einer Kongress-Sitzung, mit der Drei-Viertel-Mehrheit der registrierten Stimmen beschlossen werden, vorausgesetzt, der beschuldigte Mitgliedsverband hat das Recht bekommen anlässlich einer Kongress-Sitzung gehört zu werden.

A.2.7. EHRENMITGLIEDER UND EHRENABZEICHEN

A.2.7.1 Aufgrund der entsprechenden Empfehlung durch den Vorstand, kann der Kongress eine Person, die in den Ruhestand getreten ist, und die langjährige, hervorragende und verdienstvolle Dienste für die ETTU geleistet hat, zum Ehrenmitglied ernennen.

A.2.7.2 Der Vorstand kann einer Person, die einen herausragenden Beitrag zu den Arbeiten der ETTU und/oder zu deren Zielsetzungen geleistet hat, ein Ehrenabzeichen verleihen.

A.3. Bestimmende Regeln.

A.3.1. ANWENDBARE REGELN

A.3.1.1 Die anwendbaren bestimmenden Regeln sind:

- das Gesetz
- die Statuten
- die Regularien
- Richtlinien, Leitlinien und interne Reglemente

A.3.2. ERSTELLUNG UND ÄNDERUNG

A.3.2.1 Die Statuten können ausschließlich vom Kongress, anlässlich einer Kongress-Sitzung, erstellt oder abgeändert werden, sofern:

- a) die Erstellung oder Abänderung der Statuten ausdrücklich als Tagesordnungspunkt in die offizielle Tagesordnung der betreffenden Kongress-Sitzung aufgenommen worden ist;
- b) mindestens zwei Drittel der Mitgliedsverbände bei der diesbezüglichen Kongress-Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß dort vertreten sind.

A.3.2.2 Eine Erstellung oder Abänderung der Statuten kann wie folgt entschieden werden:

- mit der Drei-Viertel-Mehrheit der registrierten Stimmen, wenn die Änderung jene statutarischen Bestimmungen betrifft, welche die Zielsetzungen festlegen;
- mit der Zwei-Drittel-Mehrheit der registrierten Stimmen, wenn die Änderung andere als jene statutarischen Bestimmungen betrifft, welche die Zielsetzungen festlegen;

A.3.2.3 Regularien können vom Kongress erstellt und/oder abgeändert werden, mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen, für Angelegenheiten, die sich unmittelbar auf die Zielsetzungen beziehen und die nicht unter den Geltungsbereich der Statuten fallen.

A.3.2.4 Richtlinien, Leitlinien oder interne Reglemente können vom Vorstand erstellt und/oder abgeändert werden, mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen, um solchermaßen detaillierte Bestimmungen festzulegen für Angelegenheiten, die in den Statuten oder Regularien in einer allgemeineren Art und Weise geregelt sind.

A.3.3. INKRAFTTRETEN

A.3.3.1 Sofern es nicht anders durch den Kongress festgelegt oder ausdrücklich beschlossen, worden ist, tritt eine ordnungsgemäß angenommene Änderung der Statuten oder einer Regelung drei Monate nach jener Kongress-Sitzung in Kraft, in welcher die betreffende Änderung beschlossen worden ist.

A.3.3.2 Eine ordnungsgemäß angenommene Änderung einer Richtlinie, einer Leitlinie oder eines internen Reglements tritt ab dem vom Vorstand ausdrücklich hierfür festgelegten Zeitpunkt in Kraft. Außer aus sehr spezifischen oder dringenden Gründen soll eine solche Änderung grundsätzlich nicht früher als einen Monat nach jenem Tag in Kraft treten, an dem die betreffende Änderung den Mitgliedsverbänden mitgeteilt worden ist.

A.4. Strukturelle Instanzen.

A.4.1. LEITENDE STRUKTURELLE INSTANZEN

A.4.1.1 Die leitenden strukturellen Instanzen sind folgende:

- Der Kongress
- Der Vorstand
- Der Generalsekretär
- Die Kommissionen und die Offiziellen
- Die Gerichtsinstanzen: der Gerichtsrat und der Berufungsrat

A.4.2. WAHLEN UND ABSTIMMUNGEN

A.4.2.1 Bei einer Kongress-Sitzung wird eine gültige Vollmacht als ein wahlberechtigter Delegierter betrachtet und mitgezählt.

A.4.2.2 Eine Wahl, ein Abberufung oder eine andere Abstimmung, die unmittelbar eine physische Person betrifft, muss durch eine Geheimwahl erfolgen.

A.4.2.3 Bei einer Wahl wird ein Stimmzettel nur dann als gültig gewertet, wenn die Anzahl der auf diesem Stimmzettel abgegebenen Stimmen gleich der Anzahl der offenen bzw. zur Wahl stehenden Stellen ist.

A.4.2.4 Eine Abstimmung die nicht unmittelbar eine physische Person betrifft kann prinzipiell auch als offene Abstimmung durchgeführt werden, d.h. durch Handaufheben oder mittels Zeigen von Stimmkarten, außer, wenn mindestens ein Drittel der wahlberechtigten Delegierten entweder eine Abstimmung durch Namensaufruf oder eine Geheimabstimmung beantragen.

A.4.2.5 Bei einer Kongress-Sitzung wird jede Abstimmung von Wahlvorstehern durchgeführt. Niemand darf Wahlvorsteher sein bei einer Wahl oder Abstimmung, von der entweder er selbst, oder der Verband den er als Delegierter vertritt, oder ein Verein, ein Spieler oder ein Offizieller, der diesem Verband angehört, betroffen ist.

A.4.2.6 Im Vorstand wird eine Abstimmung wie folgt durchgeführt:

- offene Abstimmungen: durch den Vorsitzenden;
- geheime Abstimmungen: durch den Generalsekretär oder, in seiner Abwesenheit, durch alle anwesenden Vorstandsmitglieder zusammen.

Ein Vorstandsmitglied darf weder an einer Wahl noch an einer Abstimmung über jedwede Angelegenheit teilnehmen, von der entweder er selbst, der Verband der ihn nominiert hat oder ein Verein, ein Spieler oder ein Offizieller, der diesem Verband angehört, betroffen ist, oder wenn es irgendeinen anderen Interessenkonflikt gibt.

A.4.2.7 Innerhalb der Gerichtsinstanzen werden die Abstimmungen vom Vorsitzenden durchgeführt.

Ein Mitglied einer Gerichtsinstanz darf nicht an einer Abstimmung über jedwede Angelegenheit teilnehmen, von der entweder er selbst, der Verband der ihn nominiert hat oder ein Verein, ein Spieler oder ein Offizieller, der diesem Verband angehört, betroffen ist, oder wenn es irgendeinen anderen Interessenkonflikt gibt.

A.4.2.8 Im Falle eines Unentschiedens bei einer Wahl muss ein zweiter Wahlgang abgehalten werden, aber nur wenn erforderlich, zwischen jenen Kandidaten mit der gleichen Anzahl an Stimmen im ersten Wahlgang. Im Falle eines Unentschiedens im zweiten Wahlgang, wird diese Wahl durch das Los entschieden.

A.4.2.9 Außer auf der Ebene des Vorstands und der Gerichtsinstanzen wird ein Unentschieden bei einer Abstimmung als Ablehnung des zur Abstimmung gestellten Punktes gewertet (Nominierung, Abberufung, Vorschlag, usw.). Bei den Abstimmungen innerhalb des Vorstands sowie innerhalb einer Gerichtsinstanz hat der Vorsitzende, im Fall eines unentschiedenen Abstimmungsergebnisses, eine zweite, entscheidende Stimme.

A.4.3. KONGRESS

A.4.3.1. Allgemeine Bestimmungen und Beschlüsse

A.4.3.1.1 Der Kongress ist die oberste gesetzgebende Instanz sowie das oberste Kontrollorgan innerhalb der ETTU.

A.4.3.1.2 Grundsätzlich führt der Kongress seine Geschäfte und trifft seine Entscheidungen und Beschlüsse ausschliesslich in Sitzungen. In sehr dringenden Fällen kann der Kongress einen Beschluss über jedwede Angelegenheit, die nicht die Änderung der Statuten und nicht die Auflösung der ETTU betrifft, auf Initiative des Vorstands, per Briefwahl treffen.

A.4.3.1.3 Sofern es nicht anders in den Statuten vermerkt ist, trifft der Kongress seine Entscheidungen und Beschlüsse mit der Mehrheit der abgegebenen gültigen Stimmen.

A.4.3.1.4 Jeder Kongress-Beschluss gilt für jeden Mitgliedsverband als verbindlich.

A.4.3.1.5 Sofern es nicht anders festgelegt ist oder ausdrücklich durch den Kongress beschlossen worden ist, wird ein Kongressbeschluss sofort wirksam.

A.4.3.2. Vertretung und Berechtigung für Abstimmungen

A.4.3.2.1 Der Kongress setzt sich aus den Delegierten der Mitgliedsverbände zusammen.

A.4.3.2.2 Ein Mitgliedsverband hat das Recht in einer Kongress-Sitzung durch bis zu zwei Delegierte vertreten zu sein.

A.4.3.2.3 Ein wahlberechtigter Mitgliedsverband kann sich in einer Kongress -Sitzung von einem Delegierten eines anderen wahlberechtigten Mitgliedsverbandes vertreten lassen.

Eine solche Vertretung eines Mitgliedsverbandes durch einen Delegierten eines anderen Mitgliedsverbandes und die damit zusammenhängende Übertragung des Stimmrechts muss durch eine schriftliche Vollmacht belegt werden. Kein Mitgliedsverband darf mehr als eine Vollmacht halten.

A.4.3.2.4 Sofern es nicht anders in den Statuten vermerkt ist, ist die Beschlussfähigkeit ('Quorum') des Kongresses durch die Hälfte der Mitgliedsverbände gegeben.

A.4.3.2.5 Jeder Mitgliedsverband dessen Stimmrecht nicht gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen der Statuten ausgesetzt wurde, hat eine Stimme beim Kongress.

A.4.3.2.6 Hinsichtlich des Stimmrechts in einer Kongress-Sitzung:

- muss das Stimmrecht eines Mitgliedsverbandes von einem seiner Delegierten ausgeübt werden;
- haben keine anderen Personen als die Delegierten der Mitgliedsverbände das Stimmrecht.

A.4.3.3. Einberufung, Tagesordnung und Organisation

A.4.3.3.1 Eine ordentliche Kongress-Sitzung muss jedes Jahr abgehalten werden (= die jährliche ordentliche Kongress-Sitzung).

A.4.3.3.2 Eine außerordentliche Kongress-Sitzung:

- kann vom Vorstand, mit der Mehrheit der registrierten Stimmen, einberufen werden;
- muss einberufen werden auf schriftlichen Antrag von mindestens einem Fünftel der Mitgliedsverbände, in diesem Fall muss das Einberufungsschreiben eindeutig jene Angelegenheit aufführen, wofür die außerordentliche Kongress-Sitzung einberufen wird, sowie auch die Tagesordnungspunkte dieser Sitzung.

A.4.3.3.3 Eine außerordentliche Kongress-Sitzung die durch die Mitgliedsverbände gemäß den Bestimmungen von § A. 4.3.3.2 einberufen worden ist, muss spätestens innerhalb von vier Monaten nach Eingang des letzten erforderlichen Einberufungsantrags stattfinden.

A.4.3.3.4 Ein Vorschlag für die Tagesordnung der jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung kann entweder von einem Mitgliedsverband, dem Vorstand, einer Kommission oder einem Offiziellen eingereicht werden.

A.4.3.3.5 Um in die Tagesordnung der jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung mit aufgenommen zu werden, muss ein Vorschlag schriftlich an das Sekretariat eingereicht werden, und zwar spätestens 12 Wochen vor dem offiziell angekündigten Datum der betreffenden Kongress-Sitzung.

Ein Vorschlag der nach Ablauf der statutarischen Frist eingereicht worden ist, kann nur als Spätantrag zur Tagesordnung der nächsten Kongress-Sitzung zugelassen werden, wenn dies durch den Kongress selbst, mit einer Zweidrittel-Mehrheit der registrierten Stimmen, beschlossen wird.

A.4.3.3.6 Jede Kongress-Sitzung wird unter der Leitung des sich zu dem Zeitpunkt im Amt befindenden Vorstandes abgehalten.

A.4.3.3.7 Die Leitung der Kongress-Sitzung obliegt dem Präsidenten bzw., in dessen Abwesenheit, dem stellvertretenden Präsidenten bzw., in Abwesenheit von beiden, dem dienstältesten Vizepräsidenten. Wenn zum Zeitpunkt einer Kongress-Sitzung kein Vorstand im Amt ist, so obliegt die Leitung dieser Sitzung einem anwesenden Delegierten, der hierfür vor Ort durch den Kongress genannt wird.

A.4.3.3.8 Die in einer Kongress-Sitzung anwesenden oder vertretenden Mitgliedsverbände ernennen drei Delegierte, die drei verschiedene Mitgliedsverbände vertreten müssen, zu den Wahlvorstehern dieser Sitzung.

A.4.3.3.9 Anlässlich einer Kongress-Sitzung wird ein Bericht verfasst über alle in dieser Sitzung behandelten Angelegenheiten. Der Bericht und die Beschlüsse einer Kongress-Sitzung müssen den Mitgliedsverbänden innerhalb von drei Monaten nach der betreffenden Sitzung zugestellt werden.

A.4.4. VORSTAND

A.4.4.1. Allgemeine Bestimmungen

A.4.4.1.1 In seiner Funktion als Exekutivorgan der ETTU, hat der Vorstand folgende Befugnisse:

a) er ist mit erweiterten Befugnissen ausgestattet, um ETTU Richtlinien zu erlassen und um Beschlüsse zu treffen über alle laufenden Angelegenheiten, sowie auch über jene die ETTU betreffenden Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch die Statuten dem Kongress vorbehalten sind;

b) er verwaltet die ETTU, außer wenn die Statuten diese Verantwortung an jemand anderen übertragen bzw. wenn er selbst einen Teil seiner Verantwortung an jemand anderen übertragen hat, wie z.B. an einen Offiziellen oder an den Generalsekretär,

c) er allein darf die ETTU in allen juristischen und außerjuristischen Angelegenheiten vertreten.

A.4.4.1.2 Der Vorstand besteht aus acht Vorstandsmitgliedern, wie folgt:

- der Präsident;
- der stellvertretende Präsident;
- der Vizepräsident für Finanzen;
- fünf Vizepräsidenten.

A.4.4.1.3 Die Vorstandsmitglieder müssen alle verschiedenen Mitgliedsverbänden angehören.

A.4.4.1.4 Weder der Präsident noch der stellvertretende Präsident dürfen eine Funktion in der ITTF innehaben, mit der Ausnahme, dass der Präsident die ETTU ex officio als "Präsident des Kontinentalverbandes" im Entwicklungs- und Kontinentalrat der ITTF vertritt und dass der Präsident und der stellvertretende Präsident die ETTU im Aufsichtsrat der ITTF vertreten.

A.4.4.1.5 Der Präsident ist in allen Angelegenheiten der oberste Vertreter der ETTU. Er kann seine statutarische oder die ihm anderweitig zugeteilte Verantwortung in einem bestimmten Bereich an ein anderes Vorstandsmitglied übertragen.

A.4.4.1.6 Der stellvertretende Präsident vertritt den Präsidenten in dessen Abwesenheit.

A.4.4.2. Wahl der Vorstandsmitglieder

A.4.4.2.1 Ein Mitgliedsverband kann nur einen Kandidaten für die Wahlen der Vorstandsmitglieder benennen.

A.4.4.2.2 Die Nennung eines Kandidaten für die Wahlen der Vorstandsmitglieder bedarf dessen eigener schriftlicher Zustimmung sowie jener des ihn benennenden Verbandes.

A.4.4.2.3 Die Vorstandsmitglieder werden vom Kongress für eine Amtszeit von vier Jahren gewählt. Sie sind ohne Einschränkung zur Wiederwahl zugelassen.

A.4.4.2.4 Außer in jenen Fällen wo offene Stellen zu besetzen sind, werden Wahlen für die Vorstandsmitglieder ausschließlich anlässlich der jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung in den Jahren der Olympischen Sommerspiele abgehalten.

A.4.4.2.5 Wenn sich in den ersten drei Jahren der laufenden Amtszeit eine offene Stelle ergibt, so wird anlässlich der nächsten jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung ein Ersatzvorstandsmitglied gewählt, um die offene Stelle für die verbleibenden Jahre der laufenden Amtszeit zu besetzen.

A.4.4.2.6 Für die Stellen des Präsidenten, des stellvertretenden Präsidenten sowie des Vizepräsidenten für Finanzen findet eine individuelle Wahl statt, für welche die Mehrheit der abgegebenen Stimmen erfordert ist; für die offenen Stellen der Vize-Präsidenten findet eine Gruppenwahl statt, die mit einfacher Mehrheit entschieden wird (d.h. aufgrund der höheren Anzahl von Stimmen).

A.4.4.3. Sitzungen

A.4.4.3.1 Die Einberufung einer Vorstandssitzung kann entweder durch den Präsidenten, nach dessen Gutdünken, erfolgen, oder kann durch drei Vorstandsmitglieder (unter Ausschluss des Präsidenten) schriftlich angefordert werden (= außerordentliche Vorstandssitzung).

A.4.5. GENERALSEKRETÄR UND PROFESSIONNELLES PERSONAL

A.4.5.1 Der Generalsekretär ist die oberste strukturelle Instanz in der Verwaltung der ETTU. Er wird vom Vorstand ernannt, unter Bedingungen, die vom Vorstand festgelegt werden.

A.4.5.2 Wenn dies aufgrund der Aktivitäten erforderlich wird oder wenn der Kongress es so beschlossen hat, kann der Vorstand, neben dem Generalsekretär, andere Vollzeit- und/oder Teilzeit-Arbeitskräfte einstellen, unter Bedingungen, die vom Vorstand festgelegt werden.

A.4.6. KOMMISSIONEN, OFFIZIELLE UND EXPERTENGREMIEN

A.4.6.1 Allgemeine Bestimmungen

(nicht gegeben)

A.4.6.2 Ernennungen

A.4.6.2.1 Der Vorstand kann gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen des Verwaltungsreglements, Kommissionen und Offizielle sowie Expertengremien nennen.

Aus statutarischer Sicht sind solche Kommissionen, Offizielle und Expertengremien als integraler Bestandteil der Vorstandsstruktur zu betrachten.

A.4.7. GERICHTSINSTANZEN

A.4.7.1. Allgemeine Bestimmungen

A.4.7.1.1 Die Gerichtsinstanzen sind:

- der Gerichtsrat (= erste Ebene der Gerichtsbarkeit)
- der Berufungsrat (= zweite Ebene der Gerichtsbarkeit)

A.4.7.1.2 eine Gerichtsinstanz besteht aus fünf Mitgliedern, die alle verschiedenen Mitgliedsverbänden angehören müssen.

A.4.7.1.3 Der Vorsitzende und zwei weitere Mitglieder ergeben für eine Gerichtsinstanz deren Beschlussfähigkeit ('Quorum').

A.4.7.1.4 Sofern es in den Statuten nicht anders festgelegt ist, werden die Beschlüsse einer Gerichtsinstanz mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

A.4.7.2. Wahl der Mitglieder

A.4.7.2.1 Ein Mitgliedsverband kann nur einen Kandidaten für die Wahlen der Mitglieder der einen oder der anderen Gerichtsinstanz benennen.

A.4.7.2.2 Die Nennung eines Kandidaten für die Wahlen der Mitglieder der Gerichtsinstanzen bedarf dessen eigener schriftlicher Zustimmung sowie jener des ihn benennenden Verbandes.

A.4.7.2.3 Die Mitglieder der Gerichtsinstanzen werden vom Kongress für eine Amtszeit von vier Jahren gewählt. Sie sind ohne Einschränkung zur Wiederwahl zugelassen.

A.4.7.2.4 Außer in jenen Fällen wo offene Stellen zu besetzen sind, werden Wahlen für die Mitglieder der Gerichtsinstanzen ausschließlich anlässlich der jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung in den Jahren der Olympischen Sommerspiele abgehalten.

A.4.7.2.5 Wenn sich in den ersten drei Jahren der laufenden Amtszeit eine offene Stelle ergibt, so wird anlässlich der nächsten jährlichen ordentlichen Kongress-Sitzung ein Ersatzmitglied gewählt, um die offene Stelle für die verbleibenden Jahre der laufenden Amtszeit zu besetzen.

A.4.7.2.6 Für die Wahl der Mitglieder der Gerichtsinstanzen findet eine Gruppenwahl statt, die mit einfacher Mehrheit entschieden wird (d.h. aufgrund der höheren Anzahl von Stimmen).

A.4.7.2.7 Die gewählten Mitglieder einer Gerichtsinstanz müssen einen von ihnen selbst, mit entsprechender juristischer Qualifikation, als Vorsitzenden der betreffenden Gerichtsinstanz benennen.

A.4.7.2.8 Ein Mitglied einer Gerichtsinstanz darf keine andere Position einnehmen, weder in der anderen Gerichtsinstanz noch in irgendeiner anderen strukturellen Instanz.

A.5. Gerichtsbarkeit.

A.5.1 Die Rechtssprechung der Gerichtsinstanzen gilt für alle Mitgliedsverbände sowie für deren Vereine und Spieler die an Wettbewerben teilnehmen, die unter der Hoheit der ETTU durchgeführt werden; die Mitgliedsverbände müssen eine diesbezügliche Klausel in ihre eigene Satzung aufnehmen.

A.5.2 Die detaillierten Bestimmungen und Regeln für die Gerichtsbarkeit und das Verfahren der Gerichtsinstanzen sind im Verwaltungsreglement und/oder in den Anhängen zu dieser Regelung festgelegt.

A.5.3 Der Sitz einer Gerichtsinstanz ist befindet sich in der Hauptverwaltung.

A.5.4 Der Gerichtsrat ist dafür verantwortlich:

- im Fall einer Rechtsstreitigkeit zwischen entweder der ETTU und einem Mitgliedsverband oder zwischen der ETTU und einem Verein, welcher Mitglied eines Mitgliedsverbandes ist, über solch einen Rechtsstreit zu entscheiden;
- im Fall eines Verstoßes gegenüber den Statuten, den Regularien oder einem Kongress- oder Vorstands-Beschluss: Disziplinarmaßnahmen zu ergreifen gegenüber einem Mitgliedsverband oder einem Verein, Spieler oder Offiziellen, der ein Mitglied eines Mitgliedsverbandes ist oder unter dessen Zuständigkeit fällt.

A.5.5 Der Berufungsrat ist dafür verantwortlich, die endgültige Entscheidung zu treffen in Bezug auf eine gegen einen Beschluss des Gerichtsrats eingereichte Berufung.

A.5.6 Ein Fall kann bei einer Gerichtsinstanz eingereicht werden entweder durch einen Mitgliedsverband oder, wenn der Fall mit einem Vereinswettbewerb zusammenhängt, durch einen Verein welcher einem Mitgliedsverband angehört. Jede der beiden vorgenannten Parteien ist in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich auch berechtigt, im Namen eines ihrer eigenen Mitglieder zu handeln, wie z. B. eines Offiziellen oder eines Spielers, der ihr angehört oder sonstwie unter ihre Zuständigkeit fällt.

A.5.7 Sofern es nicht anders in den Statuten oder in einer Regelung festgelegt ist, muss jeder Fall zuerst beim Gerichtsrat eingereicht werden und kann erst beim Berufungsrat eingereicht werden, nachdem der Gerichtsrat eine Entscheidung oder einen Beschluss getroffen hat,

A.5.8 Wenn ein Streitfall auftritt zwischen entweder der ETTU und einem Mitgliedsverband oder zwischen der ETTU und einem Verein, welcher Mitglied eines Mitgliedsverbandes ist, darf keine der beteiligten Parteien eine Klage vor einem zivilen Gericht einreichen, sondern muss stattdessen den betreffenden Fall zunächst, laut den Bestimmungen von § A.5.6., den Gerichtsinstanzen unterbreiten.

Wenn in einem Streitfall der endgültige Beschluss der Gerichtsinstanzen eine der betroffenen Parteien nicht zufrieden stellt, so kann diese Partei den betreffenden Fall beim 'Schiedsgericht des IOK' in Lausanne (Schweiz) einreichen ("IOC Court of Arbitration for Sport").

A.5.9 Bei Streitfällen zwischen seinen eigenen Vereinen und Mitgliedern, muss ein Mitgliedsverband selbst hierüber entscheiden; bei Streitfällen zwischen einem seiner eigenen Vereine und einem 'auswärtigen' Verein, soll der Mitgliedsverband sich mit dem anderen Mitgliedsverband hierüber aussprechen. Wenn die an einem solchen Streitfall beteiligten Mitgliedsverbände sich nicht einigen können, dann können sie den Fall, laut den Bestimmungen von § A.5.6, dem Gerichtsrat unterbreiten, laut den für die gerichtlichen Verfahren anwendbaren Bestimmungen.

A.5.10 Wenn es zu einem zivilrechtlichen Streitfall zwischen der ETTU und einem Dritten kommt, dann muss dieser Fall, sofern es nicht anders festgelegt ist oder bestimmt worden ist, beim zuständigen Gerichtshof im Land des Sitzes (d.h. in Luxemburg) eingereicht werden.

A.6. Finanzen.

A.6.1. FINANZKONTEN

A.6.1.1 Die Finanzkonten müssen:

- a) jährlich erstellt werden, wobei die Buchungsperiode am 1. Januar eines Jahres beginnt und mit dem 31. Dezember des gleichen Jahres endet;
- b) gemäß den Bestimmungen jenes Landes erstellt werden, in dem sich der Sitz befindet;
- c) den Anforderungen von angemessenen und allgemein anerkannten europäischen Buchführungsstandards entsprechen;
- d) in Euro gehalten werden.

A.6.1.2 Die Jahreskonten (d.h. die "Vermögensbilanz" sowie die "Einnahmen- und Ausgaben-Konten") sowie der Haushaltsplan der Einnahmen und Ausgaben müssen vom Kongress genehmigt werden, und können ausschließlich vom Kongress genehmigt werden.

A.6.1.3 Die Jahreskonten müssen einem professionellen Wirtschaftsprüfer zur Prüfung vorgelegt werden, der unabhängig von der ETTU ist und der im Land des Sitzes rechtmäßig anerkannt ist.

A.6.1.4 Der Wirtschaftsprüfer wird vom Kongress für eine Amtszeit von vier Jahren ernannt. Er kann, nach Ablauf seines Mandats, ohne Einschränkung erneut genannt werden.

A.6.1.5 Die Jahreskonten unterliegen mindestens einmal pro Jahr einer internen Prüfung durch zwei Finanzexperten. Diese Experten werden vom Kongress für eine Amtszeit von vier Jahren ernannt; sie können sich nicht zur Wiederwahl stellen.

A.6.2. MITGLIEDSBEITRAG

A.6.2.1 Der jährliche Mitgliedsbeitrag wird vom Kongress festgesetzt und darf tausend (1.000, -) Euro pro Mitgliedsverband pro Jahr nicht überschreiten.

A.6.2.2 Der jährliche Mitgliedsbeitrag ist am 1. Januar eines jeden Jahres fällig.

A.7. Medien-Übertragungen.

A.7.1 Die ETTU besitzt exklusiv alle Rechte für die Genehmigung von audiovisuellen und Hörfunk-Übertragungen gleich welcher Art, sowie jede andere Verwendung und Verbreitung von Bild oder Ton, entweder live oder aufgezeichnet, im Ganzen oder in Auszügen, von jedweder Veranstaltung.

A.8. Verträge.

A.8.1 Hinsichtlich der Unterzeichnung von Verträgen wird die ETTU rechtlich wie folgt verpflichtet:

- a) für Angelegenheiten mit irgendwelchen finanziellen Auswirkungen: durch die gemeinsame Unterschrift des Präsidenten (oder in seiner Abwesenheit, des stellvertretenden Präsidenten) und des Vizepräsidenten für Finanzen (oder in seiner Abwesenheit, des Generalsekretärs);
- b) für Angelegenheiten ohne finanzielle Auswirkungen: durch die gemeinsame Unterschrift des Präsidenten (oder in seiner Abwesenheit, des stellvertretenden Präsidenten) und irgendeines anderen Vorstandsmitglieds (oder des Generalsekretärs).

A.8.2 Für alle Verträge, welche die ETTU eingegangen ist, gilt als anwendbares Gesetz das Gesetz des Landes wo sich der Sitz befindet, es sei denn es wurde in einem bestimmten Vertrag anders festgelegt.

A.9. Auflösung.

A.9.1 Die Auflösung der ETTU kann ausschließlich vom Kongress beschlossen werden, anlässlich einer Kongress-Sitzung, mit einer Vierfünftel-Mehrheit der registrierten Stimmen, sofern:

- a) der Punkt "Auflösung der ETTU" eindeutig als Tagesordnungspunkt in der offiziellen Tagesordnung der diesbezüglichen Kongress-Sitzung aufgeführt ist;
- b) mindestens zwei Drittel der Mitgliedsverbände in der diesbezüglichen Kongress-Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind.

A.9.2 Wenn in der in § A.9.1 aufgeführten Kongress-Sitzung weniger als zwei Drittel der Mitgliedsverbände anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, dann kann eine weitere Kongress-Sitzung einberufen werden; diese zweite Kongress-Sitzung kann, unabhängig von der Anzahl der anwesenden und ordnungsgemäß vertretenen Mitgliedsverbände, eine Entscheidung über die Auflösung der ETTU treffen. Wenn allerdings weniger als zwei Drittel der Mitgliedsverbände in der zuvor erwähnten zweiten Kongress-Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten sind, dann muss die Entscheidung betreffend die Auflösung der ETTU dem luxemburgischen Zivilgericht zur Homologation unterbreitet werden.

A.9.3 Im Falle der Auflösung der ETTU werden alle verbleibenden Vermögenswerte und Eigentümer zum Eigentum der ITTF, um von dieser für die Entwicklung und die Förderung des Tischtennisports in Europa verwendet zu werden.

A.10. Verschiedenes.

A.10.1. ITTF AUFSICHTSRAT

(nicht gegeben)

A.10.2. HAFTUNG

A. 10.2.1 Keine Person, die im Namen der ETTU handelt, sei es ehrenamtlich oder als Angestellter, übernimmt eine persönliche Haftung oder Verantwortung für die allgemeinen Verpflichtungen und Zusagen der ETTU.

A.10.3. INTERNATIONALE SPIELBERECHTIGUNG

(nicht gegeben)

A.10.4. VISUMS

(nicht gegeben)

A.10.5. SPIELKLEIDUNG

(nicht gegeben)

A.10.6. ANTI DOPING REGELN

Die ETTU übernimmt den Welt-Anti-Doping-Kodex, so wie er von der Welt-Anti-Doping-Agentur (WADA) festgelegt und veröffentlicht worden ist, als grundlegende Referenz für ihre fortgesetzten Bemühungen:

- die Grundrechte der Tischtennispieler zu schützen, damit diese an einem dopingfreien Sport teilnehmen können, sowie Gesundheit, Fairness und Gleichheit für Tischtennispieler europaweit zu fördern;
- harmonisierte, koordinierte und effektive Anti-Doping-Programme auf europäischer Ebene zu gewährleisten, im Hinblick auf Entlarvung, Abschreckung und Prävention von Doping.

A.11. Schlussbestimmungen.

A.11.1 Die Statuten müssen in jeder Hinsicht den Bestimmungen des Gesetzes entsprechen.

A.11.2 Ausführliche und ergänzende Bestimmungen für die Durchführung und die praktische Anwendung der Statuten müssen im Verwaltungsreglement festgelegt werden.

A.11.3 Der Vorstand ist dazu berechtigt über sämtliche Angelegenheiten zu beschließen, die weder in den Statuten noch in den Regularien festgelegt sind; solche Beschlüsse müssen im Einklang mit den diesbezüglichen ITTF-Regularien, sofern es sie gibt, sowie im Einklang mit dem üblichen Recht, in allen anderen Fällen, getroffen werden.

Référence de publication: 2013049538/498.

(130058488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 avril 2013.

DanBond Management GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: DKK 112.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 176.688.

—
In the year two thousand and thirteen, on the fourth of April.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Attnos AB, a private limited liability company (aktiebolag), incorporated and existing under the laws of Sweden, with registered office at Caritasgatan 25, S-216 18 Limhamn, Sweden, registered with Bolagsverket under number 556855-4884,

here represented by Ms Ulrika HÄLL-LUNDGREN, private employee, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on March 19th, 2013, under private seal.

Which proxy initialled "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited liability company (société à responsabilité limitée), governed by the relevant laws and the present articles of incorporation:

Preliminary title - Definitions

In these articles of incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

“Law of 10 August 1915”	the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended from time to time;
“Law of 13 February 2007”	the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as the same be amended from time to time;
“Articles of Incorporation”	the articles of incorporation of the company, as the same be amended from time to time;
“Bank Business Day”	each day upon which the banks are open business in Luxembourg;
“Board”	in case of plurality of managers the board of manager of the company;
“Manager”	the manager or in case of plurality of managers, a manager appointed to the board or as the case may be, a member of the board;
“Share(s)”	means the shares issued by the company and any shares issued in exchange for those shares or by way of conversion or reclassification, and any share representing or deriving from those shares as a result of any increases in or reorganisation or variation of the capital of the company;
“Shareholder”	means the holder of the shares.

ARTICLES OF INCORPORATION

Title I. Name, Purpose, Duration, Registered Office

Art. 1. There is hereby formed by the present and all persons and entities who may become Shareholders in the future a company in the form of a limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of DanBond Management GP S.à r.l. (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. The Company's corporate object is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose.

The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of "DanBond Investments SCA SICAV SIF" (the "Fund"), a Luxembourg investment company with variable capital -specialised investment fund governed by Luxembourg laws and incorporated under the legal form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) and of any other undertakings for collective investment established under the form of partnerships limited by shares.

The Company shall carry out any activities connected with its status of general partner of the Fund or of any other undertakings for collective investment established under the form of partnerships limited by shares.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly with all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Manager or in case of plurality of Managers, by resolution of the Board, after having received the Shareholders' consent.

In the event that the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, determines that extraordinary political or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office abroad, will remain a Luxembourg company.

Title II. Capital, Shares

Art. 5. The Company's capital is fixed at one hundred and twelve thousand five hundred Danish Kroner (DKK 112,500) represented by one hundred (100) Shares of one thousand one hundred and twenty-five Danish Kroner (DKK 1,125) each.

The capital may be increased or reduced by a resolution of the single Shareholder or by resolution of the Shareholders of the Company adopted in accordance with Article 20 hereof.

Shares will only be issued in registered form and will be inscribed in the register of Shares, which is held by the Company or by one or more persons on behalf of the Company. Such register of Shares shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number and class of Shares held by him.

In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of article 189 of the Law of 10 August 1915.

Title III. Shareholders' meetings

Art. 6. Any regularly constituted meeting of the Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 7. In case of a single Shareholder, the single Shareholder assumes all powers conferred to the Shareholders' meeting. Any resolutions to be taken by the single Shareholder may be taken in writing.

In case of plurality of Shareholders, the provisions of Article 8 will apply to any resolution to be taken by a meeting of Shareholders.

Each Share is entitled to one vote.

A Shareholder may be represented (at any meeting of Shareholders) by another person, which does not need to be a Shareholder and which may be a Manager. The proxy established to this effect may be in writing or by cable, facsimile or e-mail transmission.

Art. 8. If legally required or if not so required upon the decision of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, annual general meetings of the Shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting. Such annual general meetings may be held abroad if, in the judgement of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, exceptional circumstances so require.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may convene other meetings of Shareholders to be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

The quorum and delays required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Except as otherwise required by law or provided herein, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by simple majority of the votes cast by those Shareholders present and voting.

The general meeting of Shareholders shall be called by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, by notices containing the agenda and which will be published as required by law.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, will prepare the agenda, except if the meeting takes place due to the written request of Shareholders provided for by law; in such case the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may prepare an additional agenda.

If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The matters dealt with by the meeting of Shareholders are limited to the issues contained in the agenda which must contain all issues prescribed by law as well as to issues related thereto, except if all the Shareholders agree to another agenda. In case the agenda should contain the nomination of Managers or of the auditor, the names of the eligible Managers or of the auditors will be inserted in the agenda.

Title IV. Administration

Art. 9. The Company shall be managed by one or more Manager(s). If several Managers have been appointed, they will constitute a Board and may be composed of two classes of managers (class A and class B).

The Manager(s) need not be Shareholders of the Company.

The Manager(s) shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period as determined by such general meeting of Shareholders and until their successors are elected and take up their functions. Upon expiry of its mandate, a Manager may seek reappointment.

The Manager(s) mandate may be revoked at any time with or without a reason by the general meeting of Shareholders.

Art. 10. The Board shall choose from among its members a chairman.

The chairman shall preside at all meetings of the Board but in his absence or incapacity to act, the Managers present may appoint anyone of their number to act as chairman for the purposes of the meeting.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may also choose a secretary, who need not be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the Shareholders.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, a general manager and any assistant managers or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

The Board shall meet upon call by the chairman, or any two Managers, at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice, containing an agenda which sets out any points of interest for the meeting, of any meeting of the Board shall be given to all Managers at least eight (8) Bank Business Days prior to the beginning of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission of each Manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Manager may act at any meeting of the Board by appointing, in writing or by telegram, facsimile or e-mail transmission, another Manager as his proxy.

Any Manager who is not physically present at the location of a meeting may participate in such a meeting of the Board by remote conference facility or similar means of communication equipment, whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The Board can deliberate or act validly only if at least two Managers (one class A Manager and one class B Manager) are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented. In case of a deadlock, the chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, telegrams, facsimile or e-mail transmissions.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two Managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or by any two Managers or by a Manager together with the secretary or the alternate secretary.

Art. 11. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, shall have power to determine the course and conduct of the management and business affairs of the Company.

It is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the interests of the Company. All powers not expressly reserved by law or by these Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 12. The Company shall be bound by the sole signature of its sole Manager, or in case of plurality of Managers, by the joint signatures of one class A Manager and one class B Manager of the Company, or by the joint signature of any person(s) to whom such signatory authority has been delegated by the Manager or in case of plurality of Managers, by the Board, together with one Manager.

Art. 13. The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company, including the right to sign on behalf of the Company, and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other persons, which at their turn may delegate their powers if they are authorised to do so by the Manager or in case of plurality of Managers, the Board.

Art. 14. No contract or other transaction which the Company and any other company or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Company is interested in such other company or firm by a relation, or is a director, officer or employee of such other company or legal entity.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any contract or transaction of the Company other than that arising out of the fact that he is a Manager, officer or employee or holder of securities or other interests in the counterparty, such Manager or officer shall, in case of plurality of Managers, make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote upon any such contract or transaction. Such contract or transaction, and such Manager's or officer's personal interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

Art. 15. The Company may indemnify any Manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Title V. Accounting, Distributions

Art. 16. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors, in accordance with article 200 of the law of August 10th, 1915.

Art. 17. The accounting year of the Company shall begin on 1st January and shall terminate on 31st December of each year.

Art. 18. From the annual net profit of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated in Article 5 hereof or as increased or reduced from time to time in accordance with Article 5 hereof.

The annual general meeting of Shareholders shall decide each year how the remainder of the annual net profit shall be allocated and may declare dividends from time to time or instruct the Manager or in case of plurality of Managers, the Board, to do so.

The Manager or in case of plurality of Managers, the Board, may within the conditions set out by law unanimously resolve to pay out interim dividends.

Title VII. Winding up, Liquidation

Art. 19. In the event of a winding-up of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators. Liquidators may be physical persons or legal entities and are named by the meeting of Shareholders deciding such winding-up and which shall determine their powers and their compensation.

Title VIII. Amendments

Art. 20. These Articles of Incorporation may be amended from time to time by a meeting of the Shareholders, subject to the respect of the quorum and majority requirements provided by Luxembourg law.

Art. 21. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of August 10th, 1915 and the Law of February 13th, 2007.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the date of incorporation of the Company and shall terminate on December 31st, 2013.

Subscription and Payment

The capital of the Company is subscribed as follows:

Attmos AB, above named, subscribes for one hundred (100) Shares, resulting in a total payment in cash of one hundred and twelve thousand five hundred Danish Kroner (DKK 112,500).

Evidence of the above payment was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The amount of the share capital is evaluated at fifteen thousand ninety-five euro and thirty-four cents (EUR 15,095.34).

Extraordinary general meeting of the sole shareholder

The above named party representing the entire subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The following persons are elected as class A Managers for an unlimited duration:

- Mr Charles MEYER, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

- Ms Laura LAINE, residing professionally at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

The following person is elected as class B Manager for an unlimited duration:

- Mr Ronny JÖNSSON, residing at Caritasgatan 25, S-216 18 Limhamn, Sweden;

2. The registered office of the Company is set at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English and German, herewith states that at the request of the above named person, this deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing person, in case of divergence between the English and the German versions, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by her surname, name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us, the notary, the present original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden englischen Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am vierten April.

Vor Uns, Maitre Martine SCHAEFFER, mit Sitz in Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Attmos AB, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, (aktiebolag), gegründet unter Schwedischem Recht, mit Sitz in Caritasgatan 25, S-216 18 Limhamn, Schweden, eingetragen im Schwedischen Handelsregister unter Nummer 556855-4884,

hier vertreten durch Frau Ulrika Häll-Lundgren, private Angestellte, geschäftsansässig in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, aufgrund einer, am 19. März 2013 in Luxembourg, privatschriftlich erteilten Vollmacht.

Die von dem Erschienenen und der Notarin „ne varietur“ unterzeichnete Vollmacht wird der vorliegenden Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die Erschienene hat, durch seinen Bevollmächtigten, die unterzeichnete Notarin gebeten, die vorliegende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) wie folgt zu beurkunden:

Einleitender Titel - Definitionen

In dieser Satzung haben die folgenden Begriffe, die ihnen im Folgenden jeweils zugeordnete Bedeutung:

“Gesetz vom 10. August 1915”	Das Luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;
“Gesetz vom 13. Februar 2007”	Das Luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung;
“Satzung”	Die vorliegende Satzung in seiner jeweils geltenden Fassung;
“Geschäftstag”	Ein voller Tag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;
“Rat der Geschäftsführung”	Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft;
“Geschäftsführer”	Der Geschäftsführer, oder sofern mehrere bestellt sind, einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;
“Geschäftsanteil(e)”	Die von der Gesellschaft ausgegebene Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung oder Veränderungen des Kapitals für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen; und
“Gesellschafter”	Der Inhaber von Gesellschaftsanteilen.

SATZUNG

Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Namen DanBond Management GP S.à r.l. (nachstehend als "Gesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist es, Beteiligungen in jedweder Form an Handels-, Industrie-, Finanz- oder anderen Unternehmen, seien es luxemburgische oder ausländische, zu erwerben; Wertpapiere und Rechte durch Beteiligungen, Einbringung, Zeichnung, den Erwerb von Betrieben oder Optionen, Übertragungen oder auf andere Art zu erwerben und namentlich Patente und Lizenzen zu erwerben, zu verwalten und zu entwickeln; Unternehmen, an denen die Gesellschaft eine Beteiligung hält, jedwede Unterstützung, Darlehen, Vorteile oder Garantien zu gewähren und schließlich jede Maßnahme durchzuführen, die direkt oder indirekt mit diesem Zweck verbunden ist.

Die Gesellschaft darf insbesondere als Komplementärin (associé gérant commandité) der "DanBond Investments SCA SICAV SIF" (der "Fonds") fungieren, einer luxemburgischen Fondsgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds nach den Gesetzen Luxemburgs und gegründet in der Rechtsform einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandité par actions), sowie jedes anderen Organismus für gemeinsame Anlagen der in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien errichtet wurde.

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten, die mit ihrer Stellung als Komplementärin des Fonds oder eines anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien ausführen.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung befindet oder befinden, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist auf einhundertundzwölftausendfünfhundert Dänische Kronen (112.500.- DKK) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von eintausendeinhundertundfünfundzwanzig Dänische Kronen (1.125.- DKK) je Anteil aufgeteilt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingesellschafters oder aller Gesellschafter erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafters, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die von dem Alleingesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes vom 10. August 1915 übertragen werden.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 6. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über die größtmöglichen Befugnisse, die mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 7. Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingesellschafter zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder per E-Mail erteilt werden.

Art. 8. Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Geschäftsführers oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält.

Der Geschäftsführer, oder sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, können weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Gesellschafter bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung

Art. 9. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von einem oder mehreren Geschäftsführern geführt. Sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, bilden sie einen Rat der Geschäftsführung, der aus zwei Klassen von Geschäftsführern (Klasse A und Klasse B) bestehen kann.

Der bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Der bzw. die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von dieser bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf der Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Der bzw. die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne Angaben von Gründen ihres Amtes enthoben werden.

Art. 10. Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung, kann jeweils Bevollmächtigte ("Officer") der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Director, eines General Managers, eines Assistant Manager oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens acht (8) Geschäftstage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, per Fax oder per E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, per Fax oder per E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer (ein Klasse A Geschäftsführer und ein Klasse B Geschäftsführer) bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Im Falle eines Patts hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem

einziges Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, per Telegramm, per Fax oder per E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von, oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 11. Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche, im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und Verwaltungsverfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers verpflichtet oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch die gemeinsame Unterschrift von einem Klasse A Geschäftsführer und einem Klasse B Geschäftsführer der Gesellschaft, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer.

Art. 13. Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder anderen Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie von dem Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, vom Rat der Geschäftsführung hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigten der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder als Bevollmächtigter für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Gesellschafter oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betroffene insofern keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigter wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 16. Wenn die Anzahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) übersteigt, sollen die Geschäfte der Gesellschaft durch einen oder mehrere Wirtschaftsprüfer, in Übereinstimmung mit Artikel 200 des Gesetzes vom 10. August 1915, beaufsichtigt werden.

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingezahlt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10%) des

Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, den Rat der Geschäftsführung anweisen, dies zu tun.

Der Geschäftsführer, oder, sofern mehrere Geschäftsführer bestellt sind, der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation

Art. 19. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft, erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden und sowohl über die Auflösung entscheidet als auch über die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Abschnitt VIII. Änderungen

Art. 20. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 21. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zu beantworten.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte Attmos AB, zeichnet einhundert (100) Gesellschaftsanteile gegen Bareinzahlung von einhundertundzwölftausendfünfhundert Dänische Kronen (112.500,- DKK).

Der Nachweis über diese Zahlung wurde gegenüber der unterzeichneten Notarin erbracht.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf eintausendzweihundert Euro (1.200,- EUR).

Der Betrag des Gesellschaftskapitals wird auf fünfzehntausend fünfundneunzig Euro und dreiundvierzig Cents (15.095,34 EUR) geschätzt.

Versammlung des alleinigen Gesellschafters

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Partei in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

1. Die folgenden Personen werden, für unbestimmte Zeit, als Klasse A Geschäftsführer bestellt:

- Herr Charles MEYER, geschäftsansässig in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

- Frau Laura LAINE, geschäftsansässig in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

Die folgende Person wird, für unbestimmte Zeit, als Klasse B Geschäftsführer bestellt:

- Herr Ronny JÖNSSON, wohnhaft in Caritasgatan 25, S-216 18 Limhamn, Schweden;

2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen und deutschen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der vorstehend genannten Person die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung; auf Wunsch der vorstehend genannten Person ist, bei Widersprüchen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, die englische Fassung maßgeblich.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text dem Bevollmächtigten des Erschienenen vorgelesen wurde, dessen Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz der Notarin bekannt ist, wurde die vorliegende Urkunde im Original von dem Bevollmächtigten des Erschienenen gemeinsam mit Uns, der Notarin unterzeichnet.

Signé: U. HÄLL-LUNDGREN et M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. LAC/2013/17263. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): Carole.

FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050521/514.

(130062347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

ProCom Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 66, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 143.781.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am elften April.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Sind die Aktionäre der luxemburgischen Aktiengesellschaft

«ProCom Invest S.A.», mit Sitz in L-6661 Born, 23, Hauptstrooss, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter der Nummer B 143781, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet laut Urkunde aufgenommen durch den Notar Henri Beck, mit dem Amtswohnsitz in Echternach am 18. Dezember 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 138 vom 21. Januar 2009.

Die Versammlung wird um 14.00 Uhr eröffnet unter dem Vorsitz von Herrn Bernhard BRÜCKMANN, berufsansässig in Werne (Deutschland),

Der Vorsitzende bestellt zum Schriftführer Herrn Thomas KALETA, berufsansässig in Wasserbillig.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Dame Gaby REIFF, Ehegattin Weidlich, berufsansässig in Grevenmacher.

Nachdem das Versammlungsbüro zusammengesetzt ist, erklärt der Vorsitzende und bittet den amtierenden Notar zu beurkunden:

I. Die Tagesordnung lautet:

a) Verlegung des Gesellschaftssitzes von L-6661 Born, 23, Hauptstrooss, nach L-6630 Wasserbillig, 66, Grand-Rue.

b) Änderung von Artikel 2 der Gesellschaftssatzung wie folgt:

" **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig."

c) Rücktritt von Herrn Thomas KALETA als alleiniger Verwalter der Aktiengesellschaft «ProCom Invest S.A.».

d) Ernennung von Herrn Feyzullah KARATEKE zum alleinigen Verwalter der Gesellschaft.

II. Die Aktionäre sind unter Angabe des Namens, Vornamens, sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien, auf einer Anwesenheitsliste verzeichnet und die Aktionäre haben sich auf dieser Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen, welche gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt bleibt.

III. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital in gegenwärtiger Versammlung anwesend ist, und dass somit die Versammlung befugt ist über die vorstehende Tagesordnung, welche den Aktionären bekannt ist, zu beschließen.

Sodann haben die Aktionäre, nachdem über die vorstehende Tagesordnung verhandelt worden ist, einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft von L-6661 Born, 23, Hauptstrooss, nach L-6630 Wasserbillig, 66, Grand-Rue, zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses, beschliesst die ausserordentliche Generalversammlung Artikel 2 der Gesellschaftssatzung wie folgt zu ändern:

" **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig."

Dritter Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung erklärt den Rücktritt von Herrn Thomas KALETA, berufsansässig in L-6630 Wasserbillig, 66, Grand-Rue, als alleiniger Verwalter der Aktiengesellschaft «ProCom Invest S.A.», mit sofortiger Wirkung anzunehmen und gewährt ihm Entlast.

Vierter Beschluss

Die ausserordentliche Generalversammlung ernennt mit sofortiger Wirkung Herrn Feyzullah KARATEKE, wohnhaft in D-53859 Niederkassel OT Lülldorf, Herderstrasse 36, auf bestimmte Zeit zum alleinigen Verwalter der Gesellschaft,

welcher dieses Mandat annimmt. Das Mandat des alleinigen Verwalters endet nach Abschluss der jährlichen Generalversammlung des Jahres zweitausendsiebzehn (2017).

Die Gesellschaft wird bis zu einem Höchstbetrag von fünfhundert Euro (500.- €) rechtsgültig vertreten und verpflichtet durch die Unterschrift des alleinigen Verwalters. Über diesen Betrag hinaus bedarf der alleinige Verwalter der vorherigen Zustimmung des alleinigen Aktionärs.

Die Kosten und Honorare dieser Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Herr Vorsitzende die Versammlung für geschlossen um 14.30 Uhr.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an die dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komponenten, haben dieselben mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: B. BRÜCKMANN, T. KALETA, G. REIFF, C. GOEDERT.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 avril 2013. Relation: GRE/2013/1553. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Schlink.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister, und zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Grevenmacher, den 18. April 2013.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2013050104/67.

(130061143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Ramalho SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9707 Clervaux, 1, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 167.506.

L'an deux mille treize, le dix avril.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur David Miguel FERREIRA DA COSTA, né à Porto (Portugal) le 14 septembre 1982 (matr. 1982 09 14 450), demeurant à L-9707 Clervaux, 1, rue de la Gare.

Le comparant agissant en sa qualité d'associé unique représentant l'intégralité du capital social, de la société à responsabilité limitée «RAMALHO SARL», avec siège social à L-9179 Oberfeulen, 5F, route de Colmar-Berg,

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 9 mars 2012, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, le 24 avril 2012, numéro 1050,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro B 167.506,

a requis le notaire d'acter la résolution suivante:

Unique résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social d'Oberfeulen vers L-9707 Clervaux, 1, rue de la Gare et en conséquence décide de modifier l'article 2, premier alinéa des statuts comme suit:

« **Art. 2. (Premier alinéa).** Le siège social de la société est établi dans la commune de Clervaux.»

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 650,- EUR.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: David Miguel FERREIRA DA COSTA, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 15 avril 2013. Relation: DIE/2013/4791. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur pd (signé): Recken.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013050139/33.

(130060918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.